Recueil de stratégies :

des interventions pratiques que peuvent utiliser les petites villes pour remédier à la crise de l'usage de substances au Canada

Centre canadien sur
les dépendances et
l'usage de substances

Données. Engagement. Résultats.

ccdus.ca

Recueil de stratégies : des interventions pratiques que peuvent utiliser les petites villes pour remédier à la crise de l'usage de substances au Canada

Ce document est publié par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS).

Citation proposée : Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances. *Recueil de stratégies : des interventions pratiques que peuvent utiliser les petites villes pour remédier à la crise de l'usage de substances au Canada*, Ottawa (Ont.), chez l'auteur, 2026.

© Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, 2026.

CCDUS, 75, rue Albert, bureau 500
Ottawa (Ontario) K1P 5E7
613-235-4048
info@ccsa.ca

Ce document peut aussi être téléchargé en format PDF au www.ccdus.ca.

This document is also available in English under the title:

Playbook for Action: Practical Interventions Small Cities Can Use to Tackle Canada's Substance Use Crisis

ISBN 978-1-77871-261-6

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS **1**

LES PETITES VILLES : L'ÉTAT DES LIEUX **2**

Au sujet de ce recueil 4

Création du recueil de stratégies 5

À qui s'adresse ce recueil? 6

Comment utiliser ce recueil 7

DOMAINE D'ACTION 1 : PRÉVENTION ET INTERVENTION PRÉCOCE **8**

Interventions essentielles 10

Interventions additionnelles 25

DOMAINE D'ACTION 2 : RÉDUCTION DES MÉFAITS ET SERVICES DE PROXIMITÉ **31**

Interventions essentielles 33

Interventions additionnelles 47

DOMAINE D'ACTION 3 : TRAITEMENT ET RÉTABLISSEMENT **53**

Interventions essentielles 55

Interventions additionnelles 69

DOMAINE D'ACTION 4 : SOUTIEN COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL **77**

Interventions essentielles 79

DOMAINE D'ACTION 5 : AIDE AU LOGEMENT ET À L'EMPLOI **102**

Interventions essentielles 104

DOMAINE D'ACTION 6 : APPLICATION DE LA LOI ET SÉCURITÉ PUBLIQUE **114**

Interventions essentielles 116

Interventions additionnelles 132

ANNEXE : INTERVENTIONS PAR DOMAINE D'ACTION **137**

REMERCIEMENTS

Le CCDUS tient à remercier les dirigeants gouvernementaux et communautaires locaux de partout au Canada qui ont participé et contribué à l'élaboration de ce recueil. Leurs idées et leur engagement à améliorer la santé, le bien-être et la sécurité de leurs communautés inspirent ce travail et renforcent les efforts collectifs déployés pour remédier à la crise de l'usage de substances au pays.

1. Brantford
2. Brockville
3. Burlington
4. Cambridge
5. Campbell River
6. Charlottetown
7. Cobourg
8. Cornwall
9. Duncan City
10. Fredericton
11. Iqaluit
12. Kensington
13. Lethbridge
14. Miramichi
15. New Westminster
16. North Battleford
17. North Cowichan
18. Orangeville
19. Penticton
20. Portage la Prairie
21. Powell River
22. Prince Albert
23. Prince County
24. Prince George
25. Queens
26. Red Deer
27. Stephenville
28. Thompson
29. Timmins
30. West Nipissing
31. Yellowknife

LES PETITES VILLES : L'ÉTAT DES LIEUX

Partout au pays, les communautés sont aux prises avec une grave urgence sanitaire qui emporte des vies à un rythme effarant. Elles observent une hausse de l'usage d'alcool et de méthamphétamine, mais aussi d'opioïdes et de benzodiazépines illicites. Selon l'Agence de la santé publique du Canada, depuis 2016, plus de 47 000 personnes au Canada sont décédées à la suite d'une intoxication aux opioïdes. Durant les trois premiers mois de 2024 seulement, près de 2 000 personnes ont perdu la vie à cause de drogues dangereuses.

La crise touche tout le pays, mais chaque collectivité la vit différemment. Autant dans les municipalités du Nord que les quartiers de banlieues de l'Est, les méfaits de l'usage de substances se font ressentir dans les services d'urgence, les campements et les domiciles. Le système est surchargé et, souvent, les gens prêts à demander de l'aide ne peuvent en trouver ou se heurtent à un mur.

Le problème, ce ne sont pas seulement les surdoses, mais ce sont aussi l'inaccessibilité, les lacunes dans les services et un système qui peine trop souvent à agir avant qu'il ne soit trop tard. Selon un sondage national mené par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS) et l'Association communautaire d'entraide par les pairs contre les addictions (CAPSA), 62 % des répondants ne s'étaient jamais fait poser de questions concernant leur usage de substances dans un contexte de soins de santé. Une observation encore plus frappante : 79 % d'entre eux n'ont jamais reçu de soutien direct. On ne remarque, n'évalue ou n'aide pas les gens assez tôt.

On observe aussi de la souffrance et des tragédies. Parallèlement, l'ordre public des petites villes, de plus en plus difficile à gérer, est perturbé. De nombreuses communautés ne se sentent ni en santé ni en sécurité.

Des systèmes de surveillance comme le Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanies (RCCET) se penchent sur les nouveaux contaminants et l'évolution des habitudes de consommation. Dans certains cas, ces systèmes sont les premiers à détecter des lots de drogues dangereuses en circulation. Mais les avertissements rapides ne sont efficaces que lorsque les systèmes et les partenaires sont prêts à agir. En ce moment, ces systèmes sont inégaux, absents ou insuffisants dans de nombreuses villes.

Les enjeux ne se limitent pas aux soins de santé, à la justice ou aux services sociaux; ils reflètent une crise communautaire plus large. Présentement au Canada, le quart des ménages disent être incapables de payer une facture inattendue de 500 $. L'instabilité économique, la précarité domiciliaire, l'isolement social et les traumatismes non traités rendent tous une personne plus vulnérable aux méfaits de l'usage de substances. La consommation n'existe pas en vase clos; elle est étroitement liée à la vie quotidienne. Lorsque les systèmes craquent, les préjudices se mélangent. Chez les personnes déjà en marge de la société, les conséquences peuvent être fatales.

Une approche fragmentaire ne fonctionnera pas. La crise des drogues toxiques ne constitue pas une urgence isolée; c'est plutôt la convergence de plusieurs. Lorsque les dirigeants municipaux répondent aux enjeux de surdoses, ils sont également confrontés au manque de logements abordables, au déclin de la santé mentale, au fardeau économique et aux pressions sur les ressources des services d'urgence et de santé publique. Les gens ne meurent pas seulement dans les ruelles. Beaucoup souffrent seuls à la maison, souvent sans contact avec les services sociaux et de santé, jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Les données nous pointent les failles, mais aussi les bons coups et leur localisation. Les éléments qui distinguent les petites villes – connexion, compassion pour les voisins et la famille, partenariats intersectoriels – sont les ingrédients mêmes de solutions éclairées et fondées sur les données probantes.

Le présent recueil se fonde sur le fait que chaque crise est unique et qu'il n'existe aucune intervention universelle pour l'ensemble des régions. Le dépistage précoce, les traitements qui comportent peu d'obstacles, la réduction des méfaits, les services aux jeunes et les soins coordonnés sont tous importants. Les dirigeants municipaux jouent un grand rôle : celui de concrétiser ces solutions. Ils peuvent faire des recommandations, rassembler les gens et bâtir l'infrastructure locale nécessaire pour mettre en pratique les interventions.

En ce moment, ce dont on a besoin, c'est d'urgence et de clarté. On ne peut résoudre ce qu'on ne peut mesurer ou nommer. La crise de l'usage de substances actuelle est complexe, mais pas insurmontable. Avec de meilleures données, des partenariats plus solides et une volonté commune, les collectivités peuvent tracer le chemin.

Au sujet de ce recueil

Ce recueil pratique décrit des interventions qui aideront à relever les défis associés à l'usage de substances dans les communautés, ainsi que les contextes les mieux adaptés à leur déploiement. Il cible les secteurs les plus importants pour les administrations locales et les communautés. Nous prévoyons que le recueil évoluera à mesure que des données seront recueillies et que le contexte canadien et mondial continuera à changer.

Le recueil regroupe plus de 50 interventions, dans six domaines d'action :

1. Prévention et intervention précoce
2. Réduction des méfaits et services de proximité
3. Traitement et rétablissement
4. Soutien communautaire et culturel
5. Aide au logement et à l'emploi
6. Application de la loi et sécurité publique

Le tableau ci-dessous énumère ces interventions et leurs domaines d'action respectifs.

1 PRÉVENTION ET INTERVENTION PRÉCOCE

Programmes de prévention dans les écoles
Services intégrés pour les jeunes
Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements
Programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine
Compétences intégrées pour le perfectionnement de la main-d'œuvre
Traitement interdisciplinaire de la douleur
Coalitions communautaires
Campagnes d'éducation et de sensibilisation du public
Approche globale de la santé en milieu scolaire
Étiquettes de mise en garde sur les contenants d'alcool
Conseils sur le verre standard

2 RÉDUCTION DES MÉFAITS ET SERVICES DE PROXIMITÉ

Services de gestion de l'intoxication et centres de dégrisement
Équipes de services mobiles et d'approche active
Programmes d'échange ou de distribution de seringues
Programmes de sensibilisation à la surdose
Programmes de naloxone à emporter
Alertes et bulletins sur la drogue
Surveillance du contenu de la drogue
Programmes de consommation d'alcool contrôlée
Programmes d'accès prescrit
Sites de consommation supervisée

3 TRAITEMENT ET RÉTABLISSEMENT

Programmes d'habiletés fondamentales
Modèles de soins primaires et partagés
Équipes de consultation en médecine de la dépendance
Traitement par agonistes opioïdes
Programmes de traitement à l'externe
Programmes autochtones de guérison fondée sur la terre
Programmes de soutien psychologique et comportemental
Programmes de traitement avec hébergement
Modèles de soins virtuels
Programmes de prise en charge du sevrage
Cliniques d'accès rapide en dépendance

4 SOUTIEN COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL

Programmes de réinsertion sociale
Équipes de soutien multidisciplinaires et interdisciplinaires
Programmes de compétences familiales
Programmes d'entraide
Programmes d'orientation des patients
Programmes de soutien formel par les pairs
Programmes d'activité physique
Formation médicale continue pour le personnel municipal de première ligne
Accès centralisé et coordonné
Données administratives sur la santé des populations et des communautés
Pratiques de réduction de la stigmatisation
Soins sensibles aux traumatismes et à la violence

5 AIDE AU LOGEMENT ET À L'EMPLOI

Services d'aide à l'emploi transitionnel à bas seuil
Programmes d'aide aux employés
Politiques sur l'usage de substances en milieu de travail
Plans d'action municipaux en matière de logement

6 APPLICATION DE LA LOI ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dépistage obligatoire de l'alcoolémie
Contrôles routiers
Prévention du crime par l'aménagement du milieu
Services de police communautaires
Équipes de maintien de l'ordre coordonnées – Opérations policières conjointes
Plans municipaux de sécurité et de bien-être dans les collectivités
Stratégies municipales en réaction aux campements
Règlements municipaux
Sanctions administratives
Programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances
Stratégies communautaires de lutte contre la drogue

Nous sommes conscients que chaque province, territoire, ville et municipalité diffère, et qu'il n'existe aucune solution universelle. Plutôt que d'adopter une approche prescriptive, le présent recueil rassemble un éventail de programmes, de services, d'approches et de stratégies fondées sur des données probantes et éclairées par celles-ci, qui se sont avérées utiles et que les municipalités peuvent adopter ou promouvoir. Chaque intervention peut s'adapter aux besoins et aux circonstances.

Création du recueil de stratégies

Les interventions figurant dans ce recueil découlent d'une revue de données évaluées par les pairs et de la littérature sur les pratiques exemplaires. Un groupe consultatif technique (GCT), formé précisément pour cette initiative, a mis à contribution son expertise et a participé à l'amélioration, à la validation et à l'expansion de la liste initiale d'interventions. Résultat : un vaste ensemble d'options fondées sur les données probantes adressées aux maires et aux dirigeants. Le CCDUS remercie les membres du GCT pour leurs importantes contributions.

Les dirigeants municipaux ont ensuite grandement contribué à ce recueil. En mai 2025, maires, conseillers et hauts dirigeants municipaux se sont rassemblés à Lethbridge, en Alberta, pour trois jours intensifs durant lesquels ils ont passé en revue et évalué chaque intervention. En s'inspirant de leur expérience et de leurs connaissances quant aux communautés qu'ils servent, les participants ont mesuré la pertinence, la faisabilité et les considérations pratiques de chaque option et ont atteint un consensus, présenté ici.

Tout au long du processus, les dirigeants municipaux étaient invités à garder les mêmes considérations pratiques que lorsqu'ils prennent des décisions réelles quant aux mesures à adopter, à financer ou à mettre en place. Leurs perspectives et jugements se reflètent dans les descriptions d'interventions et dans le guide d'accompagnement.

Le principal résultat de ce travail a été la distinction entre les interventions considérées **essentielles** – pertinentes pour toutes les communautés – et les interventions **additionnelles**, avec lesquelles le contexte local, comme la taille de la population, la densité, l'emplacement, l'infrastructure existante et les rôles des autres ordres de gouvernement peuvent jouer sur la compatibilité. Même si toutes les interventions de ce recueil sont fondées sur des données probantes reconnues à l'international, la perspective critique de ce qui fonctionne réellement dans les petites villes du Canada provenait des dirigeants municipaux eux-mêmes.

Ce recueil s'inscrit dans une grande initiative menée par le CCDUS, qui reconnaît les défis propres aux municipalités quand vient le temps d'agir face à l'usage de substances et à ses méfaits. Au moyen de l'Initiative des petites villes, le CCDUS élabore les premières normes intégrées pilotées par des municipalités portant sur les politiques et stratégies en matière de prévention, de traitement, de réduction des méfaits, de rétablissement et d'application de la loi. Le recueil est l'aboutissement de ce travail et s'accompagne d'un guide de mise en pratique, qui présente les étapes pratiques, les outils et les ressources favorisant l'action locale dans un contexte de collectivité.

Plus tôt dans le processus, en septembre 2024, un premier groupe de dirigeants municipaux, de professionnels de la santé, de responsables des politiques, de dirigeants autochtones et de représentants communautaires se sont rencontrés à Timmins, en Ontario, pour établir les besoins de cette initiative. La rencontre de mai 2025 à Lethbridge, organisée par le CCDUS et coanimée par Blaine Hyggen, maire de Lethbridge, et Michelle Boileau, mairesse de Timmins, reposait sur ces bases.

Malgré la présence d'intervenants autochtones, le CCDUS est conscient qu'il n'a pas mobilisé un engagement formel et basé sur les distinctions avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits lors de l'élaboration de cette version du recueil. Il s'agit toutefois d'une étape essentielle pour la suite des efforts.

Ce travail a donné lieu à un recueil de stratégies fondées sur des données probantes et façonnées par l'expertise vécue des dirigeants municipaux et communautaires qui tentent quotidiennement de résoudre la crise de l'usage de substances. Il ne prétend pas trouver une solution à tous les problèmes, mais il révèle un jugement pratique, un apprentissage commun et une compréhension des besoins des municipalités afin qu'elles agissent efficacement.

À qui s'adresse ce recueil?

Le présent document s'adresse à quiconque tente de résoudre les enjeux d'usage de substances dans sa communauté. Dirigeant municipal, prestataire de services, agent d'application de la loi, prestataires de soins de réduction des méfaits ou de traitement, personne ayant un savoir expérientiel ou citoyen engagé : cette ressource est pour vous. Aucune expertise en santé liée à l'usage de substances n'est requise pour l'utiliser.

Nous savons également que les dirigeants municipaux ne peuvent résoudre ce défi seuls. La plupart des interventions décrites n'incombent pas uniquement aux autorités municipales; l'efficacité de leur mise en pratique requiert une approche multisectorielle touchant plusieurs communautés et tous les ordres de gouvernement. Néanmoins, les dirigeants ont justifié leur inclusion en admettant le rôle important des municipalités dans ces efforts.

Il peut être utile de connaître les responsabilités de tout un chacun. Vous trouverez ci-dessous les domaines de compétence de chaque ordre de gouvernement en ce qui concerne les interventions présentées dans ce recueil.

Afin d'encourager les dirigeants municipaux à agir dès maintenant, nous mettons en lumière les leviers municipaux possibles pour guider la mise en pratique des principales interventions.

Fédéral	Provincial et territorial	Municipal
Financement et réglementation des soins de santé	Écoles et éducation	Services ambulatoires, ambulanciers et d'incendie
Santé, territoires et droits des Autochtones	Hôpitaux et prestation de soins de santé	Règlements municipaux et zonage
Lois établies *(Code criminel* et *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents)*	Application du *Code criminel* et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*	Règlements municipaux, zonage et permis en lien avec le logement
Établissements correctionnels fédéraux	Établissements correctionnels provinciaux, territoriaux et régionaux	Transport en commun, routes et trottoirs locaux
Impôt fédéral	Programmes d'aide sociale	Planification et développement communautaires
Assurance-emploi	Financement et exécution des programmes de logement	Collecte des déchets ménagers
Activité monétaire et bancaire	Autoroutes	Centres communautaires et parcs municipaux
Financement des programmes de logement	Parcs provinciaux et territoriaux	
Stratégie nationale sur le logement		
Parcs nationaux et terres publiques		

Santé liée à l'usage de substances

L'usage de substances est un comportement complexe que les personnes vivent de différentes façons. Le terme « **santé liée à l'usage de substances** » est une manière de penser aux raisons et aux façons de former des relations avec les substances, et aux façons dont ces relations peuvent influencer le bien-être physique et mental. Élaboré par CAPSA, ce concept s'éloigne d'un modèle fondé sur la maladie et reconnaît que les effets sur la santé de l'usage de substances s'inscrivent dans un continuum qui va de l'absence d'usage à l'usage à des degrés variables de risques et d'avantages. Comme c'est le cas pour la santé physique et la santé mentale, les interventions en santé liée à l'usage de substances comprennent des stratégies pour maintenir ou améliorer la santé – pas seulement pour traiter la maladie – dans tout le continuum.

Comment utiliser ce recueil

Le *recueil de stratégies* décrit les différents types de mesures que peuvent prendre les communautés. Dans ce document, nous décrivons chacun des six domaines d'action ainsi que les interventions qu'ils comprennent. Chaque intervention est accompagnée d'une courte description, de ses avantages et d'exemples et éléments à considérer pour la mettre en pratique.

Dans chaque domaine d'action, les interventions retenues par le Forum de leadership municipal sont décrites comme essentielles ou additionnelles. Nous sommes conscients qu'il n'existe aucune solution universelle, mais ce recueil comporte plus de 50 interventions fondées sur des données probantes que les municipalités peuvent déployer selon leurs besoins. Certaines interventions sont réalisables à court terme, alors que d'autres nécessitent davantage de planification et de préparation. Elles exigent presque toutes une collaboration avec des partenaires. Les données montrent qu'une approche complète et équilibrée, faisant appel à des interventions de chaque catégorie, est la manière la plus efficace d'amener un changement et d'obtenir des résultats.

Savoir quoi faire et savoir comment y parvenir sont deux choses totalement différentes. Afin d'aider les communautés à passer à l'action, nous avons élaboré le document *Recueil de stratégies : guide de mise en pratique*. Ce guide d'accompagnement présente le processus étape par étape pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des interventions. Il comprend les outils et ressources nécessaires pour évaluer les besoins collectifs, tirer profit des données, planifier de manière stratégique, repérer les partenaires et tenir compte de l'équité. Les outils s'articulent autour des résultats suivants :

- Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
- Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
- Réduction ou prévention de l'usage de substances chez les jeunes
- Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
- Amélioration de l'accès aux services et au soutien
- Amélioration de l'expérience avec les services et le soutien
- Amélioration des déterminants sociaux de la santé
- Changement des attitudes et des perceptions
- Amélioration de la cohésion et des liens communautaires

Comme les interventions elles-mêmes, les outils de mise en pratique sont fondés sur des données probantes. Ensemble, le recueil et le guide de mise en pratique fournissent des directives claires pour apporter des changements.

Nous suggérons de d'abord passer en revue les interventions du présent recueil, puis d'utiliser le guide de mise en pratique pour établir les priorités et instaurer les mesures adaptées aux défis liés à l'usage de substances dans votre communauté, en tenant compte de votre degré de préparation, de vos valeurs, de vos ressources et des fonds à votre disposition.

DOMAINE D'ACTION 1
PRÉVENTION ET INTERVENTION PRÉCOCE

Les troubles d'usage de substances surviennent rarement du jour au lendemain. Ils se développent souvent de manière graduelle, en fonction de facteurs personnels, génétiques, sociaux et environnementaux, d'où l'importance de la prévention et de l'intervention précoce. On pense ici à des investissements intelligents qui viennent aider les gens assez tôt, évitent le renforcement des méfaits, réduisent les coûts éventuels et créent des collectivités plus fortes et plus saines.

Ces efforts ne relèvent généralement pas de la compétence des municipalités, mais ces dernières exercent tout de même une influence. Elles peuvent contribuer aux efforts de prévention en créant un espace, en finançant des partenariats ou en faisant le pont entre les écoles, les prestataires de soins de santé et les groupes communautaires.

INTERVENTIONS

Le domaine Prévention et intervention précoce compte onze interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Programmes de prévention dans les écoles	Jeunes et jeunes adultes	Réduction ou prévention de l'usage de substances chez les jeunes
2. Services intégrés pour les jeunes	Jeunes et jeunes adultes	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
3. Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements	Population générale	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
4. Programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine	Personnes qui consomment du tabac ou de la nicotine	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
5. Compétences intégrées pour le perfectionnement de la main-d'œuvre	Personnes travaillant en usage de substances et en santé mentale	Amélioration de l'expérience avec les services et le soutien
6. Traitement interdisciplinaire de la douleur	Personnes qui consomment des opioïdes	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
7. Coalitions communautaires	Communautés d'intérêts, dont les jeunes, les aînés, les parents et les soignants	Amélioration de la cohésion et des liens communautaires
8. Campagnes d'éducation et de sensibilisation du public	Population générale	Changement des attitudes et des perceptions
Interventions additionnelles		
9. Approche globale de la santé en milieu scolaire	Jeunes et jeunes adultes	Réduction ou prévention de l'usage de substances chez les jeunes
10. Étiquettes de mise en garde sur les contenants d'alcool	Personnes qui consomment de l'alcool	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
11. Conseils sur le verre standard	Personnes qui consomment de l'alcool	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances

Programmes de prévention dans les écoles

Les écoles sont un bon point de départ pour renseigner les jeunes sur l'usage de substances.

Description

Les programmes de prévention dans les écoles renseignent les élèves sur les risques liés à l'usage de substances, favorisent des habiletés d'adaptation saines et créent un environnement scolaire inclusif et tissé serré. Les approches varient : cours en classe, ateliers menés par des pairs, assemblées, programmes parascolaires, activités artistiques, etc.

Avantages

- Aident les jeunes à acquérir des connaissances et des compétences avant de consommer des substances.
- Créent des environnements scolaires où les élèves se sentent en sécurité, appuyés et connectés.
- Outillent les jeunes à prendre des décisions éclairées et réduisent les méfaits liés à l'usage de substances.

Considérations pour la mise en pratique

Popularisés au Canada dans les années 1980, les programmes les plus robustes sont fondés sur les atouts. Ils font bien plus que mettre en garde contre les risques; ils misent sur les forces, les intérêts et le sentiment d'appartenance des élèves.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Éviter les approches universelles; le programme doit être bâti sur mesure.
- Tenir compte des intérêts des jeunes, comme les sports, les arts, les jeux vidéos, la mécanique ou la lecture, et créer des environnements amusants, sécuritaires sur le plan émotionnel et physique et sans jugement.
- Passer par du personnel ayant déjà établi une relation de confiance avec les jeunes.

Que peuvent faire les municipalités?

Les directions d'école définissent le programme, mais les municipalités peuvent contribuer en faisant le pont entre les écoles et les prestataires de services locaux afin que les programmes reflètent les réalités de la communauté.

INTERVENTION EN ACTION :

Le plan d'action de l'école secondaire Westisle Composite (Île-du-Prince-Édouard)

L'école secondaire Westisle Composite met en pratique le plan d'action de l'Agence de la santé publique du Canada – un cadre qui guide les milieux scolaires dans l'adoption d'approches fondées sur des données probantes afin de réduire les méfaits liés à l'usage de substances. Ce cadre reconnaît que la prévention est plus large que l'usage de substances et prévoit la création d'environnements favorisant le bien-être des élèves.

Dans le but de créer des espaces sécuritaires exempts de stigmatisation, de mobiliser les élèves et d'établir des partenariats communautaires forts, Westisle a tenu des initiatives comme la Journée du leader étudiant, durant laquelle les élèves renseignent les plus jeunes sur le vapotage.

Pour en savoir plus sur le programme de Westisle, écoutez l'épisode du balado d'EPS Canada.

2 Services intégrés pour les jeunes

Les jeunes confrontés à des troubles de santé mentale ou d'usage de substances, des pressions scolaires ou de la précarité domiciliaire ne devraient pas avoir à naviguer entre divers services déconnectés.

Description

Les services intégrés pour les jeunes (SIJ) rassemblent diverses formes d'aide à un seul endroit accessible – comme des espaces récréatifs, des services de soins de santé mentale, du soutien par les pairs, des soins primaires, des services d'éducation ou d'embauche – conçus pour les jeunes, avec les jeunes.

Avantages

- Réduisent les obstacles en offrant du soutien intégré pour les jeunes à un seul endroit.
- Donnent accès aux bons soins tôt dans le processus, avant que le trouble se transforme en crise.
- Renforcent la capacité locale par une collaboration intersectorielle.
- Redirigent les jeunes des services intensifs vers du soutien communautaire plus approprié.

Considérations pour la mise en pratique

Ces centres à accès unique ont d'abord vu le jour au milieu des années 2000 en Australie et dans certaines régions d'Europe. Au Canada, le premier financement pour des SIJ communautaires a été obtenu par Foundry, en Colombie-Britannique, en 2015. Depuis, les modèles de SIJ se sont répandus au pays. Plusieurs communautés rurales et des Premières Nations ont instauré des modèles similaires avant Foundry.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Concevoir des services pour les jeunes entre 12 et 25 ans en intégrant des services de soutien dans divers secteurs (santé mentale, santé liée à l'usage de substances, services sociaux et communautaires) et pendant la transition entre l'adolescence et la vie adulte.
- Inciter les municipalités à inviter des organisations, des groupes communautaires, des jeunes et des familles à prendre part aux efforts de planification et de prestation des SIJ.
- Tirer parti des responsabilités municipales afin de repérer des espaces sécuritaires pour les jeunes, de trouver des options de transport et d'intégrer les services récréatifs et communautaires.
- Prendre conscience que l'intégration prend du temps et passer de la compétition pour les ressources à la collaboration et à la prise de décisions conjointe.
- Établir des rôles précis pour guider la transition, faire avancer la vision commune et veiller à ce que tous les partenaires puissent contribuer au programme et en profiter.
- Faire de la reddition de comptes auprès des jeunes et des familles une priorité et utiliser leur expérience comme indicateur de réussite.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer les centres de SIJ en leur offrant un espace et du financement de départ ou en faisant la promotion des services dans des zones mal desservies.

INTERVENTION EN ACTION :
Carrefours bien-être pour les jeunes de l'Ontario (CBEJO)

En Ontario, il existe 32 centres locaux des CBEJO qui fournissent des services aux jeunes de 12 à 25 ans, notamment des services de santé mentale et de lutte contre l'usage de substances, des services de soins de santé primaires ainsi que des services de soutien social et communautaire.

Les CBEJO aident les fournisseurs de services locaux à collaborer et à centrer la prestation de services sur les besoins et expériences des jeunes. Le réseau offre des services culturellement diversifiés reflétant la situation locale. Il rejoint les Autochtones, les Francophones, ainsi que les milieux ruraux et urbains, partout dans la province.

D'autres provinces comptent des réseaux de carrefours bien-être pour les jeunes, et de l'information sur la façon d'instaurer un tel réseau est disponible.

Pour en savoir plus sur les emplacements des CBEJO et les ressources disponibles, consultez le site Web des CBEJO.

Outre les CBEJO, ACCESS Esprits a mis sur pied un réseau pancanadien pour les jeunes autochtones.

youth wellness hubs ONTARIO | carrefours bien-être pour les jeunes DE L'ONTARIO

ACCESS ESPRITS OUVERTS OPEN MINDS

3 Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements

Certaines personnes ont besoin de traitement à long terme, alors que d'autres ont seulement besoin d'un coup de main au bon moment.

Description

Le modèle Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements est flexible et fondé sur des données probantes et aide les professionnels de la santé à détecter tôt les risques d'usage de substances et à orienter les gens vers des soins appropriés.

Avantages

- Propose une intervention rapide et structurée avant que l'usage de substances ne s'aggrave.
- Convient à divers contextes de santé et communautaires.
- Favorise des liens plus solides entre les services de première ligne et les prestataires de traitement.

Considérations pour la mise en pratique

Le modèle Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements est apparu dans les années 1980 comme modèle polyvalent de soutien aux prestataires de soins de santé. On peut l'utiliser dans les services d'urgence, les cliniques de soins primaires, les centres de santé communautaire et les refuges. La recherche montre qu'il peut réduire l'usage de substances et les coûts de soins de santé lorsqu'il est bien mis en place.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Prioriser l'inclusion générale et réduire au minimum les obstacles. Une fois bien en place, le modèle Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements convient à divers contextes.
- Miser sur la simplicité pour la mise en œuvre. Fournir aux prestataires des formations faciles, utiliser des scénarios courts et renforcer la pratique quotidienne jusqu'à ce que le modèle s'intègre à la routine.
- L'obstacle le plus courant n'est pas la volonté d'aider, mais l'incertitude quant aux endroits vers lesquels une personne peut être orientée. Les municipalités et les autorités de la santé peuvent aider les prestataires en créant des guides d'orientation simples d'une page.

Que peuvent faire les municipalités?

Même si les municipalités n'offrent aucun service de santé, elles peuvent encourager l'adoption du modèle et orienter les gens vers les systèmes locaux.

INTERVENTION EN ACTION :

Alcool - connaître ses limites, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

Ce document du CCDUS, *Alcool : connaître ses limites : guide pratique d'évaluation de sa consommation d'alcool*, est une ressource d'aide personnelle qui peut aussi être utilisée par les professionnels de la santé pendant leurs rendez-vous avec leurs patients.

Centre canadien sur
les dépendances et l'usage de substances

Données. Engagement. Résultats.

4 Programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine

Les programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine ne touchent pas seulement la santé individuelle; ils soulagent la pression sur les systèmes publics et les services déjà surchargés.

Description

Ayant fait leurs débuts au Canada dans les années 1970, les programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine proposent des renseignements, des conseils et des médicaments aidant à réduire ou à cesser l'utilisation de produits contenant du tabac ou de la nicotine.

Avantages

- Réduisent les coûts pour la santé à long terme ainsi que les cas de maladies évitables.
- Aident les jeunes et les adultes à réduire ou à cesser leur consommation.
- Transforment les normes sociales concernant la cigarette et le vapotage.

Considérations pour la mise en pratique

Le tabac demeure l'une des principales causes de décès évitables au Canada, et la dépendance à la nicotine évolue – surtout chez les jeunes – avec le vapotage. Les programmes de lutte, offerts en ligne, en clinique ou dans des groupes de soutien par les pairs, peuvent aider les gens à cesser de fumer, à réduire leur consommation ou simplement à éviter de commencer.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- La promotion est la clé. Collaborer avec des organismes qui offrent déjà des programmes de cessation et en faire la promotion auprès de la population.
- Les sources de financement diffèrent d'une région à l'autre, mais les autorités de santé publique locales constituent souvent un bon point de départ.
- Instaurer un numéro de téléphone pour donner un accès direct, facile et simple aux ressources.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer les programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine en diffusant des ressources fondées sur des données probantes, en tenant des cliniques mobiles ou en les intégrant aux plans de bien-être de la population.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme de lutte contre le tabac *Moi j'écrase*, Bureau de santé de l'est de l'Ontario

Le programme *Moi j'écrase* est offert aux personnes enceintes ou qui ont récemment eu un bébé, à leurs partenaires et aux personnes sans prestataire de soins primaires.

Le programme offre de l'encadrement individuel au téléphone ou en personne sans frais et une thérapie de remplacement de la nicotine (TRN) aux personnes admissibles de la circonscription hospitalière du Bureau de santé de l'est de l'Ontario sans assurance privée. La TRN prend notamment la forme de timbres, de gomme à mâcher, de vaporisateurs, de pastilles et d'inhalateurs.

Les coordonnées du programme *Moi j'écrase* se trouvent sur le site Web du Bureau de santé de l'est de l'Ontario.

EOHU Eastern Ontario Health Unit
BSEO Bureau de santé de l'est de l'Ontario

5 Compétences intégrées pour le perfectionnement de la main-d'œuvre

Cette intervention ne vise pas à transformer le personnel en travailleurs sociaux, mais plutôt à l'outiller à avoir des discussions difficiles avec compétence et respect, en tenant compte de la réalité des gens.

Description

La formation basée sur les compétences s'inspire des savoirs, des attitudes et des outils dont le personnel a besoin pour répondre efficacement et avec compassion aux personnes touchées par l'usage de substances. Elle peut servir au personnel de première ligne, aux travailleurs des parcs et des loisirs, aux bibliothécaires, au personnel municipal, aux conseillers et autres personnes travaillant avec le public.

Elle aborde souvent les thèmes du continuum de la santé liée à l'usage de substances, les pratiques sensibles aux traumatismes, le désamorçage, l'humilité culturelle et la prise de conscience de la stigmatisation.

Avantages

- Augmentent la confiance et l'aptitude du personnel à répondre aux besoins de santé liée à l'usage de substances.
- Créent des interactions cohérentes et humaines avec les personnes en recherche d'aide.
- Favorisent une culture de travail réduisant la stigmatisation et optimisent l'accès aux services.
- Préparent le personnel œuvrant avec le public afin qu'il réponde convenablement aux besoins de santé liée à l'usage de substances.
- Donnent aux dirigeants des outils favorisant une culture d'équipe respectueuse et valorisante.
- Servent de cadre pour les processus de ressources humaines, comme le recrutement, le maintien en poste et la formation, pour une offre de services empathique et cohérente.

Considérations pour la mise en pratique

Les compétences intégrées pour le perfectionnement de la main-d'œuvre ont d'abord vu le jour dans les années 1960, mais s'appliquent à la santé liée à l'usage de substances au pays seulement depuis le début des années 2000.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent intégrer cette formation au perfectionnement de la main-d'œuvre et en faire la promotion auprès des organismes locaux pour soutenir des services de soutien uniformes dans divers contextes et selon différents postes de première ligne.

6 Traitement interdisciplinaire de la douleur

La mauvaise prise en charge de la douleur est parmi les motivations principales de l'usage de substances au Canada. Certaines personnes souffrant de douleur chronique – particulièrement dans les petites collectivités – se sentent peu soutenues et disposent de peu d'options outre l'usage d'opioïdes.

Description

Le traitement interdisciplinaire de la douleur fait appel à des médecins, des psychologues, des physiothérapeutes, des ergothérapeutes, des travailleurs sociaux et d'autres spécialistes afin d'aider les gens de manière holistique (physique, psychologique et sociale).

Avantages

- Agit en amont de la douleur chronique sans opioïdes.
- Atténue la dépendance aux médicaments sur ordonnance.
- Appuie la population, en particulier les travailleurs et les personnes âgées, pour qu'elle reste active et en bonne santé.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Communiquer avec des communautés qui ont réussi à instaurer des modèles de traitement interdisciplinaire de la douleur, comme ces modèles émergent encore dans les milieux de soins primaires.
- Se renseigner sur les programmes de traitement de la douleur en ligne et les ressources d'autocontrôle offertes au Canada.
- Envisager le recours à des groupes de soutien par les pairs en ligne ou en personne pour aider les gens à composer avec la douleur chronique.

Que peuvent faire les municipalités?

Bien que les municipalités ne prodiguent pas de soins de santé, elles peuvent revendiquer un accès local aux services interdisciplinaires et collaborer avec les partenaires de santé régionale pour discuter de la faisabilité. Cette approche peut réduire l'usage de substances en aval et aider la population à vivre une vie saine et active.

INTERVENTION EN ACTION :

Programmes et ressources de traitement de la douleur en ligne

Plusieurs programmes en ligne et organisations dirigées par des pairs offrent du soutien aux personnes souffrant de douleur chronique.

Programmes en ligne :

- Live Plan BE+
- Gérer ma douleur

Organisations de soutien par des pairs :

- Association québéoise de la douleur chronique (AQDC) — aide à la douleur chronique au Québec
- Pain BC — groupes de soutien et programmes de bien-être

Il existe également des groupes locaux pour personnes atteintes d'un trouble spécifique, comme la fibromyalgie ou les migraines; il vaut la peine de les explorer.

7 Coalitions communautaires

Les coalitions communautaires sont souvent l'épine dorsale des interventions locales.

Description

Les coalitions communautaires rassemblent des gens de différents secteurs – comme le personnel municipal, les services policiers, les prestataires de soins de santé, les conseils scolaires, les organismes sans but lucratif, les dirigeants autochtones et les personnes ayant un savoir expérientiel – afin qu'ils définissent les priorités et planifient l'action collective.

Avantages

- Créent un sentiment d'appartenance dans les services, secteurs et communautés.
- Encouragent l'action coordonnée, plutôt que les interventions cloisonnées.
- Créent un espace pour l'innovation locale et optimisent les ressources limitées.

Considérations pour la mise en pratique

Les coalitions n'offrent pas toujours les programmes directement. Plutôt, elles les coordonnent ou les guident. Certaines sont à la tête de stratégies pharmacologiques, d'autres misent sur l'inventaire des atouts, l'éducation ou la résolution d'écarts de service. Leur force réside dans la responsabilité partagée; aucun organisme n'assume à lui seul le fardeau.

Les municipalités occupent souvent une place de choix pour réunir des partenaires compte tenu de leur portée, de leur crédibilité et de leur aptitude à agir de manière impartiale. Il n'est pas très coûteux de former une coalition, mais cette dernière nécessite un engagement continu.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Établir une vision commune (même générale, comme « la santé des jeunes ») qui orientera les décisions lorsque des enjeux relatifs aux ressources, au temps, aux rôles ou aux avantages se présenteront.
- Commencer avec un projet commun afin de renforcer la cohésion et d'éviter que les rencontres ne portent que sur des mises à jour.
- Mobiliser de manière concrète les membres de la communauté, y compris les jeunes, les familles et les gens ayant un savoir expérientiel, en leur attribuant des ressources pour l'animation, le soutien et les honoraires.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent aider les coalitions communautaires en leur offrant un espace de réunion et en faisant le pont entre les différents dirigeants et les partenaires communautaires, ainsi que les représentants du gouvernement.

INTERVENTION EN ACTION :
Planet Youth, comté de Lanark (Ontario)

La coalition Planet Youth du comté de Lanark a vu le jour en 2017, devenant ainsi la première coalition structurée ciblant l'usage de substances chez les jeunes au Canada, fondée sur le modèle de prévention islandais.

Le modèle a été créé en Islande il y a plus de 25 ans et a fait chuter l'usage de substances chez les jeunes de 48 % à 5 % en 2023. Son but est de réduire ou de retarder la consommation dans cette population. Planet Youth n'est pas un programme, mais plutôt une approche de stratégies communautaires à long terme qui fait la promotion de conditions sociales et environnementales positives et décourage les adolescents de consommer.

Dans le comté de Lanark, la coalition s'allie aux secteurs de l'éducation et des soins de santé, aux administrations locales, aux forces de l'ordre et aux organisations bénévoles afin de conscientiser la population, renforcer leurs capacités, financer le programme d'orientation et sonder les élèves de 10e année avec l'aide des conseils scolaires.

En savoir plus sur la coalition Planet Youth du comté de Lanark.

8 Campagnes d'éducation et de sensibilisation du public

Les campagnes d'éducation du public permettent de changer les attitudes, d'atténuer la peur et de diffuser de l'information essentielle, que le sujet abordé soit l'intoxication au fentanyl, le rangement sécuritaire, les risques du vapotage ou les ressources d'aide.

Description

Les campagnes d'éducation du public sont des stratégies communicationnelles qui informent et mobilisent la population, en plus d'encourager un changement de comportement ou une action précise. Elles ont recours à diverses méthodes, comme les affiches dans les transports en commun, le contenu sur les réseaux sociaux, les événements communautaires et les présentations dans les écoles. Elles constituent également une occasion de profiter du savoir expérientiel et de passer du blâme à la compréhension.

Avantages

- Combattent la mésinformation et réduisent la stigmatisation.
- Font la promotion de comportements sécuritaires et encouragent les gens à demander de l'aide rapidement.
- Envoient le signal que la municipalité prend le problème au sérieux et fait preuve de compassion envers sa population.

Considérations pour la mise en pratique

Les campagnes d'éducation du public varient considérablement en matière de style et de diffusion. Ce qui importe, c'est la clarté, la cohérence et la crédibilité.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Axer les campagnes sur des groupes, des substances ou des comportements particuliers, comme la prévention, la réduction des méfaits, la recherche d'aide ou le rétablissement.
- Arrimer les campagnes à d'autres interventions menées en parallèle afin d'avoir une meilleure portée et de renforcer les messages principaux.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent lancer des campagnes locales ou adapter des messages en place à l'échelle provinciale ou fédérale, en collaborant avec des partenaires communautaires pour s'assurer de la pertinence et la portée.

INTERVENTION EN ACTION :

Campagne *Le choix vous revient. Connaissez les risques*, Société médicale du Nouveau-Brunswick

En août 2023, la Société médicale du Nouveau-Brunswick a lancé une campagne de sensibilisation – *Le choix vous revient*. *Connaissez les risques*. – pour informer la population néo-brunswickoise des risques pour la santé attribuables à la consommation de cannabis et d'alcool.

La campagne mentionne qu'aucune consommation d'alcool ou de cannabis n'est saine, et que toute réduction apporte des bienfaits sur la santé. Elle encourage les gens à se renseigner sur les effets potentiels de l'alcool et du cannabis, et à prendre des décisions éclairées concernant leur usage.

Pour en savoir plus, consultez le site Web de la campagne *Le choix vous revient. Connaissez les risques*.

New Brunswick Medical Society / Société Médicale du Nouveau-Brunswick

9 Approche globale de la santé en milieu scolaire

La santé d'une école ne se reflète pas uniquement dans les notes et les bulletins.

Description

L'approche globale de la santé en milieu scolaire traite les élèves comme des personnes à part entière et répond à divers enjeux, tels que le bien-être mental, l'activité physique, la saine alimentation et les relations respectueuses. Des cadres de santé en milieu scolaire ont été instaurés au Canada depuis 2005, dans des grandes et des petites communautés. Au pays, le plan d'action de l'Agence de la santé publique du Canada propose des stratégies pouvant être adoptées à différents niveaux du système d'éducation.

Avantages

- Favorise la prévention en amont en créant des environnements d'apprentissage sains.
- Encourage la collaboration entre les municipalités et les conseils scolaires.
- Favorise une résilience à long terme chez les jeunes dans plusieurs domaines.

Considérations pour la mise en pratique

Cette approche peut considérablement atténuer les facteurs de risque de l'usage de substances et renforcer les facteurs de protection comme la connexion, l'estime de soi et l'appartenance.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Inviter les représentants scolaires à siéger aux coalitions communautaires.
- Encourager les organisations communautaires à mobiliser les écoles en nommant des membres du personnel pour siéger aux comités consultatifs, comme les conseils de parents, les comités sur le bien-être à l'école ou les comités scolaires sur la sécurité.

Que peuvent faire les municipalités?

Même si la tâche de mise en œuvre incombe aux conseils scolaires et aux ministères de l'Éducation provinciaux, les municipalités peuvent les aider en incluant les directions d'école dans les coalitions communautaires, en faisant la promotion d'initiatives de bien-être et en alignant les programmes jeunesse sur les objectifs communs.

INTERVENTION EN ACTION : APPLE Schools (Alberta)

Le programme APPLE Schools (A Project Promoting healthy Living for Everyone [Un projet promouvant un mode de vie sain pour tous dans les écoles]) s'inscrit dans une initiative de promotion de la santé en milieu scolaire. Ayant débuté en Alberta en 2007, il rejoint plus de 33 000 élèves par année dans plus de 100 écoles de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Ontario. Le programme s'allie aux milieux scolaires pour encourager la saine alimentation, l'activité physique et le bien-être mental, sans engendrer d'énormes coûts.

Les écoles du programme ont été reconnues par l'Agence de la santé publique du Canada et son Portail canadien des pratiques exemplaires, ainsi que par le National Cancer Institute [Institut national du cancer] et ses programmes d'interventions testées par la recherche.

Chaque école du programme APPLE Schools peut compter sur un responsable de la santé en milieu scolaire, qualifié en nutrition, en activité physique et en développement communautaire, qui travaille avec les élèves, les familles, le personnel scolaire et les partenaires communautaires dans le but d'élaborer un plan d'action adapté aux besoins.

Selon les études, les élèves de telles écoles :

- augmentent leur activité physique de 35 %;
- mangent 10 % plus de fruits et légumes;
- ont moins souvent à consulter des médecins pour des problèmes de santé mentale durant l'adolescence, comparativement à leurs pairs;
- obtiennent de meilleurs résultats concernant la qualité de vie, le leadership, la productivité et l'apprentissage.

Ces indicateurs se reflètent même en dehors des salles de classe et profitent aux élèves de différents contextes socioéconomiques.

En savoir plus sur le programme APPLE Schools.

10 Étiquettes de mise en garde sur les contenants d'alcool

Au Canada, l'alcool est une cause importante de maladies évitables, comme le cancer et les maladies hépatiques, de violence et de blessures. Malgré tout, le public est peu conscient de ces risques.

Description

Les étiquettes de mises en garde apposées sur les contenants d'alcool servent à informer les consommateurs des risques associés à l'alcool au point de vente ou au lieu de consommation. Ces étiquettes présentent des renseignements clairs et appuyés par la recherche afin d'aider à la prise de décisions.

Avantages

- Contrent la mésinformation répandue concernant les risques de l'alcool.
- Encouragent la prise de décisions éclairées en matière de consommation.
- Alignent l'alcool sur les autres substances réglementées, qui véhiculent toutes des mises en garde visibles.

Considérations pour la mise en pratique

Des projets pilotes sur ces étiquettes ont été réalisés au Canada, notamment au Yukon, et cette pratique s'est montrée prometteuse pour sensibiliser les gens et influencer leur comportement.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Demander des étiquettes obligatoires, normalisées, visibles et uniformes, plutôt qu'utiliser des approches volontaires ou menées par l'industrie, comme les codes QR.
- Prévoir une supervision et une application rigoureuses si les mises en garde entrent en vigueur. Réfléchir aux mécanismes d'évaluation et d'application, en apprenant des modèles internationaux où des systèmes volontaires et peu surveillés ont eu peu d'effets.
- Renforcer l'appui du public en mettant en lumière l'intérêt grandissant pour les mises en garde sur les produits alcoolisés, surtout celles donnant de l'information sur le verre standard, les risques pour la santé et les conseils des *Repères canadiens sur l'alcool et la santé*.

Que peuvent faire les municipalités?

Même si les municipalités ne peuvent pas légiférer sur l'étiquetage des produits alcoolisés, elles peuvent encourager les projets pilotes, s'allier aux brasseurs, aux vignerons et aux distillateurs locaux, et demander une meilleure réglementation de la part du fédéral.

INTERVENTION EN ACTION :

Étude sur les mises en garde apposées sur les contenants d'alcool aux Territoires du Nord-Ouest

Entre 2017 et 2018 s'est déroulée la première étude en situation réelle sur les mises en garde apposées sur les contenants d'alcool au Canada, plus précisément aux Territoires du Nord-Ouest. Ces étiquettes ont été mises sur les bouteilles vendues dans le principal magasin d'alcool de Whitehorse pendant quatre mois. Les données de vente et les réactions des clients ont été comptabilisées et comparées à celles des régions environnantes du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Les mises en garde portaient notamment sur le cancer, les directives nationales sur la consommation d'alcool et des renseignements de base sur les vins, les spiritueux, les bières et le cidre.

Principaux constats de l'étude

- Avant les étiquettes, les gens étaient peu conscientisés; seules 25 % des personnes sondées à Whitehorse et à Yellowknife savaient que l'alcool pouvait causer le cancer, 35 % connaissaient les directives nationales, et 14 % arrivaient à estimer le nombre de verres standards dans les contenants courants.
- Après l'instauration des étiquettes à Whitehorse, la connaissance des risques de cancer associés à l'alcool ainsi que des directives nationales était plus élevée qu'à Yellowknife, ville sans étiquette.
- Les participants ayant appris que l'alcool peut causer le cancer étaient deux fois plus enclins à appuyer les politiques sur l'alcool à faible coût, comparativement à ceux qui n'étaient pas au courant.
- La consommation d'alcool par habitant a diminué de 6 % à Whitehorse, selon les données de ventes au détail.

Pour en savoir plus sur l'étude, consulter la fiche d'information du Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH).

camh
mental health is health

11 Conseils sur le verre standard

La plupart des gens ne connaissent pas la quantité d'alcool qui se trouve dans un verre de vin, une pinte de bière ou un cocktail.

Description

Les conseils sur le verre standard sont des informations simples et constantes sur la teneur en alcool et aident les gens à comprendre ce qui constitue un risque faible ou élevé. Comme les mises en garde sur la santé, ces renseignements sont les plus efficaces lorsque visibles sur les étiquettes, les menus ou les affiches publiques.

Avantages

- Font la promotion d'une consommation d'alcool sécuritaire et consciente.
- Renforcent le message public concernant les méfaits de la substance.
- S'intègrent aux campagnes municipales sur le bien-être ou la prévention.

Considérations pour la mise en pratique

Pour mettre en pratique les conseils sur le verre standard, il faut une réglementation nationale, mais les municipalités peuvent tout de même appuyer les efforts de sensibilisation.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Diffuser les *Repères canadiens sur l'alcool et la santé*, notamment les affiches sur le verre standard, dans les espaces publics et les programmes communautaires, ou collaborer avec les bars et les restaurants locaux afin de renseigner la population.
- Faire le pont entre les efforts de sensibilisation à l'alcool et les calculateurs de verre standard, pour ainsi proposer un outil pratique pour comprendre le volume d'un verre, le coût et les effets sur la santé.
- Poser de petits gestes pour contribuer à des objectifs de sensibilisation plus vastes, même si cette intervention n'est pas une priorité locale.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent diffuser les *Repères canadiens sur l'alcool et la santé*, poser des affiches sur le verre standard dans les lieux publics et collaborer avec les bars et les restaurants afin d'en accroître la visibilité.

INTERVENTION EN ACTION :

L'appli Comprendre l'alcool, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Université de Victoria

« Comprendre l'alcool » est une appli Web bilingue et gratuite conçue pour aider les personnes au Canada à se renseigner sur les effets de l'alcool sur leur santé et leur bien-être et sur les études à la base des *Repères canadiens sur l'alcool et la santé*.

Cette appli amène les personnes au Canada à réfléchir à leur consommation d'alcool et à envisager de boire moins.

Pour en savoir plus ou pour découvrir les outils interactifs, consultez l'appli Comprendre l'alcool.

COMPRENDRE L'ALCOOL

DOMAINE D'ACTION 2
RÉDUCTION DES MÉFAITS ET SERVICES DE PROXIMITÉ

Tout le monde n'est pas prêt ou apte à entamer un traitement pour son usage de substances, d'où l'importance de la réduction des méfaits. Ces interventions répondent aux besoins des gens dans leur environnement, réduisent le risque de mortalité ou de maladie et servent d'importants points de connexion et de soins. Avec la sensibilisation, on s'assure que les gens les moins enclins à demander de l'aide se sentent quand même vus, soutenus et encouragés à aller de l'avant.

Mesure controversée, la réduction des méfaits est aussi grandement pratique. Ces programmes sauvent des vies, réduisent le nombre d'appels aux services d'urgence et allègent la pression sur les forces de l'ordre, les ambulanciers et les hôpitaux. Ils ne règlent pas tous les problèmes, mais ils permettent de gagner du temps, d'établir une relation de confiance et bien souvent d'ouvrir la porte au rétablissement.

INTERVENTIONS

Le domaine Réduction des méfaits et service de proximité compte dix interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Services de gestion de l'intoxication et centres de dégrisement	Personnes qui consomment des substances	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
2. Équipes de services mobiles et d'approche active	Personnes qui consomment des substances	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
3. Programmes d'échange ou de distribution de seringues	Personnes qui s'injectent de la drogue	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
4. Programmes de sensibilisation à la surdose	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
5. Programmes de naloxone à emporter	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée, les membres de leurs familles et leurs amis Grand public	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
6. Alertes et bulletins sur la drogue	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
7. Surveillance du contenu de la drogue	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
Interventions additionnelles		
8. Programmes de consommation d'alcool contrôlée	Personnes ayant un grave trouble lié à l'usage d'alcool, personnes qui consomment des formes d'alcool toxiques ou personnes en situation d'itinérance	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
9. Programmes d'accès prescrit	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
10. Sites de consommation supervisée	Personnes qui consomment de la drogue non réglementée	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances

1 Services de gestion de l'intoxication et centres de dégrisement

Ce ne sont pas tous les gens intoxiqués en public qui ont besoin d'aller dans une cellule de prison ou à l'urgence.

Description

Les services de gestion de l'intoxication et les centres de dégrisement offrent un espace sécuritaire doté en personnel pour les gens en état d'ébriété avancé – souvent attribuable à l'alcool, mais de plus ou plus à d'autres substances également. Les personnes peuvent y arriver seules ou avec des proches, ou même être reconduites par des premiers répondants.

Ces centres offrent des soins de base, de la surveillance et de l'orientation vers d'autres formes d'aide. Ils atténuent la pression sur les services d'urgence et guident les gens vers l'aide nécessaire, sans les criminaliser.

Avantages

- Offrent aux personnes intoxiquées une option plus sécuritaire que la prison ou l'hôpital.
- Réduisent le nombre d'appels et de visites à l'urgence.
- Agissent comme point d'entrée aux soins et au soutien, sans jugement.

Considérations pour la mise en pratique

Généralement, ces programmes sont sous l'égide d'autorités sanitaires, mais les municipalités peuvent tout de même participer à la mise en œuvre.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Renforcer la collaboration entre les forces de l'ordre, les services de santé et le personnel ambulancier.
- Établir des protocoles clairs pour les transferts vers l'hôpital en cas de besoin de soins médicaux.
- Se servir des rencontres de suivi après la visite pour mettre en pratique le modèle Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements, diriger les gens vers des traitements et fournir des médicaments pour contrer l'état de manque et des vitamines essentielles comme la thiamine lors de la consommation d'alcool.

Que peuvent faire les municipalités?

Bien que les municipalités ne gèrent pas les centres, elles peuvent passer par des outils de zonage ou d'utilisation du territoire pour en établir dans des zones ayant un besoin criant.

INTERVENTION EN ACTION :

Centre de dégrisement de Port Alberni (Colombie-Britannique)

Le centre de dégrisement de Port Alberni est un endroit sécuritaire où reprendre ses esprits et accéder à des ressources et à du soutien. Ouvert en tout temps, il dispose d'une cuisine, d'une salle de bain et de matériel de premiers soins. Les gens peuvent s'y présenter spontanément et profiter de repas, de produits d'hygiène, de services de lavage et de vêtements gratuits.

Le centre aide les gens en état d'ébriété tout en réduisant la pression sur l'Hôpital général West Coast, les forces de l'ordre, les pompiers et les ambulanciers. Il fait partie de la Port Alberni Shelter Society [société de refuge de Port Alberni], qui propose des services de logement et de soutien aux personnes en situation d'itinérance.

En savoir plus sur le centre de dégrisement et la société de refuge de Port Alberni.

Port Alberni Shelter Society

Équipes de services mobiles et d'approche active

Tout le monde n'a pas accès à une clinique; c'est là que les équipes mobiles interviennent.

Description

Les équipes de services mobiles et d'approche active sont composées de professionnels de la santé et des services sociaux qui entrent directement en contact avec les gens dans leur domicile, dans des campements ou dans des espaces communautaires. Elles peuvent être structurées de manière à offrir diverses interventions sur tout le continuum des soins.

Avantages

- Créent un contact avec des gens autrement ignorés par les services.
- Favorisent la confiance et la continuité des soins en dehors des systèmes de soins officiels.
- S'adaptent au contexte local, avec un véhicule dédié ou un modèle de dotation partagée.

Considérations pour la mise en pratique

Les modèles varient : certaines équipes concentrent leurs efforts sur l'intervention en cas de crise, alors que d'autres proposent plutôt des soins complets continus. Dans les petites communautés, la sensibilisation discrète et sensible aux traumatismes est particulièrement importante, compte tenu des enjeux de stigmatisation et de confidentialité. Mais le principe reste le même, soit d'aller à la rencontre des gens, d'instaurer un climat de confiance et de créer des possibilités de soins.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Obtenir du financement diversifié pour favoriser la pérennité, notamment des contributions en nature, comme des camionnettes, du matériel médical de base, du matériel de consommation sécuritaire et des services d'immunisation ou de soin des plaies.
- Voir la sensibilisation comme un service de santé publique, et non seulement comme un service pour lutter contre l'usage de substances. L'intégration de différentes formes de soutien favorise la réduction des méfaits et des risques pour la santé.
- Coordonner les services selon les besoins locaux (p. ex. soutien culturellement adapté, services de proximité aux jeunes).

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent aider les équipes mobiles en leur offrant des ressources, telles que des véhicules, des espaces ou de l'équipement, ou en demandant du financement pour créer de nouveaux programmes.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme Community Health Van de la région de Waterloo (Ontario)

Inauguré en 2015, le programme Community Health Van fournit des services de proximité essentiels aux résidents marginalisés de la région de Waterloo et de Wellington-Dufferin-Guelph. Une équipe interdisciplinaire et interorganisationnelle travaille dans la camionnette et regroupe entre autres un coordonnateur de la réduction des méfaits, un coordonnateur du soutien entre pairs, une infirmière, un coordonnateur du soutien social, des pairs aidants et une infirmière en réduction des méfaits.

Les infirmières prodiguent des soins aux plaies, administrent des vaccins, font le dépistage du VIH, de l'hépatite C et d'infections transmissibles sexuellement et par le sang et distribuent des tests de dépistage du VIH à emporter. On trouve aussi dans la camionnette des contraceptifs, des produits d'hygiène, des vêtements, des collations et des boissons.

En 2024, 769 personnes ont reçu des soins, et l'équipe a pratiqué 26 276 interventions sociales, médicales et autres.

Pour en savoir plus, consultez le site du programme Community Health Van de la région de Waterloo.

3 Programmes d'échange ou de distribution de seringues

L'accès à du matériel neuf et stérile est l'une des approches les plus simples et les plus efficaces en réduction des méfaits.

Description

Les programmes d'échange ou de distribution de seringues stériles aux personnes qui consomment de la drogue réduisent la propagation du VIH, de l'hépatite B et C, et d'autres infections.

Ces programmes constituent également un important point de contact, où les gens peuvent s'informer, accéder aux services ou simplement être traités avec respect. Certains distribuent également des pipes, des récipients, des filtres et d'autre matériel pour une consommation sécuritaire.

Avantages

- Préviennent la transmission de maladies et réduisent les coûts de soins de santé.
- Servent de premier contact avec les services pour de nombreuses personnes.
- Réduisent la quantité de déchets dangereux par une élimination appropriée; les déchets restants posent ainsi moins de risques.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Communiquer clairement et collaborer avec les quartiers environnants, notamment en donnant de la rétroaction transparente ou en traitant les plaintes.
- Envisager d'instaurer plusieurs sites pour réduire les rassemblements et faciliter l'accès.
- Distribuer du matériel qui tient compte des tendances locales dans la consommation. Dans de nombreuses communautés, le matériel permettant de fumer de la drogue, les condoms et les autres outils d'usage sécuritaire sont aussi importants les uns que les autres.
- Intégrer à ce service des processus d'orientation vers un traitement sans jugement.

Que peuvent faire les municipalités?

Le secteur de compétences concerné varie au Canada, mais les municipalités peuvent appuyer la mise en œuvre en favorisant l'appui public, en simplifiant l'accès aux sites et en répondant aux questions de la population.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme d'échange de seringues de Health-Santé Sud (Manitoba)

Un programme gratuit d'échange de seringues a été lancé dans tous les bureaux de santé publique du sud-est du Manitoba à la fin de 2017. Des programmes de ce genre existaient depuis longtemps à Winnipeg, mais les résidents des régions rurales n'y avaient qu'un accès limité. Avec ce programme, les gens peuvent rapporter leurs seringues usagées, se procurer du matériel stérile et accéder à des services en usage de substances, en santé mentale et pour d'autres problèmes de santé.

De nombreux bureaux de santé publique de la région sont ouverts de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi.

Ce programme invite aussi les participants à prendre du matériel stérile pour leurs pairs, ce qui permet à d'autres personnes de bénéficier des services de réduction des méfaits.

4 Programmes de sensibilisation à la surdose

Souvent, les personnes ayant survécu à une surdose ne reçoivent aucun suivi ni soutien. Les programmes de sensibilisation à la surdose tentent de changer la donne.

Description

Dans les premières 24 à 72 heures après une intervention d'urgence, des équipes formées communiquent avec les personnes ayant fait une surdose pour leur offrir du soutien, les diriger vers des services et leur fournir du matériel de réduction des méfaits. Ce lien établi tôt dans le processus sauve des vies, car les personnes qui survivent à une surdose sont plus susceptibles d'en faire une autre.

Avantages

- Nouent des liens avec les personnes à risque élevé de surdoses répétées.
- Créent un important deuxième point de contact et de soutien.
- Renforcent la coordination entre les services d'urgence et les services communautaires.

Considérations pour la mise en pratique

Les équipes de sensibilisation à la surdose misent souvent sur des données partagées avec les services d'urgence (9-1-1 et hôpitaux). Elles sont généralement pilotées par des bureaux de santé publique ou des organismes communautaires, en partenariat avec les services de santé d'urgence, les services policiers ou les pompiers.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Consolider les partenariats et favoriser le dialogue entre les services de réduction des méfaits dans le but de soutenir la réussite.
- Mettre en place des mécanismes d'approvisionnement et d'orientation solides, comme la distribution de naloxone à emporter, l'utilisation d'outils d'analyse de substances et les coordonnées de services de traitement et de counseling, afin d'assurer le bon fonctionnement des programmes.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent appuyer les programmes de sensibilisation à la surdose en facilitant la coordination entre les dirigeants de services locaux, en offrant du financement ou en faisant tomber les barrières à l'échange de données.

INTERVENTION EN ACTION :

Sensibilisation mobile, comté de Cumberland (Nouvelle-Écosse)

Grâce à du financement fédéral, la Cumberland Homelessness and Housing Support Association [Association de soutien au logement et à l'itinérance de Cumberland] et la Ville d'Amherst ont pu se procurer une camionnette de sensibilisation mobile donnant accès à des services de désintoxication, de traitement et de réduction des méfaits en région rurale. La camionnette transporte également des gens à leurs rendez-vous et leurs services de traitement.

Annoncé en juillet 2025, le financement couvrira le salaire de trois travailleurs de soutien par les pairs, qui dirigeront ce programme.

Pour en savoir plus, lisez les articles de la CBC portant sur l'initiative de sensibilisation mobile.

5 Programmes de naloxone à emporter

La naloxone sauve des vies. Elle peut contrer une surdose d'opioïdes en quelques minutes, elle est sécuritaire et simple à utiliser, et elle est financée par les fonds publics dans chaque province et territoire.

Description

Les programmes de naloxone à emporter distribuent des trousses aux personnes à risque de surdose, aux membres de leurs familles, à leurs amis et au personnel de soins directs dans les refuges, les bibliothèques, les cliniques et d'autres espaces publics. La formation est courte et accessible.

Avantages

- Sauvent des vies en contrant les surdoses d'opioïdes.
- Donnent aux gens le pouvoir d'agir rapidement en cas d'urgence.
- Montrent l'engagement des municipalités envers les soins et la sécurité

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Assurer une distribution élargie des trousses dans les pharmacies, les centres communautaires, les refuges et les programmes de services mobiles ou de sensibilisation.
- Former le personnel et les membres de la communauté de sorte qu'ils soient aptes à réagir à la surdose d'un collègue, d'un client, d'un ami ou d'un proche.
- Mobiliser des gens ayant un savoir expérientiel ainsi que des partenaires communautaires pour concevoir des programmes qui réduisent la stigmatisation et répondent aux besoins locaux.
- Se tenir au courant de l'adoption des programmes et de leurs résultats pour pouvoir maintenir l'offre, le financement et la formation.

Que peuvent faire les municipalités?

Plusieurs municipalités distribuent déjà des trousses de naloxone grâce à des partenaires de la santé publique ou des services internes. Il reste primordial de mieux conscientiser la population et d'accroître l'accessibilité des trousses pour réduire la mortalité causée par les opioïdes.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme de naloxone à emporter, Université de l'Île-du-Prince-Édouard

En partenariat avec le Bureau du médecin hygiéniste en chef de la province, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard distribue gratuitement des trousses de naloxone aux étudiants et aux autres membres du milieu universitaire, à plusieurs endroits sur le campus.

Cette initiative s'inscrit dans le programme provincial de naloxone à emporter, qui facilite la distribution de trousses dans toute l'Île-du-Prince-Édouard.

Consultez cette page Web de l'université pour vous renseigner sur une formation en ligne gratuite sur l'utilisation de la naloxone et sur la façon de reconnaître une surdose d'opioïdes et intervenir.

UNIVERSITY of Prince Edward ISLAND

6 Alertes et bulletins sur la drogue

Lorsqu'un lot de drogue dangereuse circule, chaque seconde compte.

Description

Les alertes sur la drogue permettent de diffuser de l'information sur l'approvisionnement non réglementé, notamment sur la puissance, la contamination ou la présence de nouvelles substances qui augmentent le risque de surdose. Elles sont généralement émises par les bureaux de santé publique ou les services d'analyse de substances.

Avantages

- Informent les prestataires de services, les consommateurs de drogue et les familles des risques actuels.
- Permettent une intervention d'urgence et une réduction des méfaits plus rapides.
- Renforcent la coordination entre la santé publique, les services policiers et les services sociaux.

Considérations pour la mise en pratique

Les municipalités ne rédigent pas les alertes, mais elles peuvent tout de même les diffuser.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Utiliser des outils simples, comme les babillards ou les groupes de messagerie dans les plus petites villes, qui peuvent être aussi efficaces qu'un communiqué de presse.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent diffuser les alertes dans les réseaux locaux, notamment par l'entremise des premiers répondants, des bibliothèques, des refuges, des maisons de jeunes et d'autres points de contact avec la communauté.

INTERVENTION EN ACTION :

Alertes sur la drogue du Bureau de santé du Nord-Ouest (Ontario)

La zone desservie par le Bureau de santé du Nord-Ouest s'étend sur 173 828 kilomètres carrés et couvre 19 municipalités, 39 communautés des Premières Nations et 2 territoires sans personnalité morale. Sa population de 82 000 habitants est très dispersée (environ 0,5 personne par kilomètre carré, comparativement à une moyenne provinciale de 14,1).

Le Bureau de santé du Nord-Ouest publie des alertes rapides sur la drogue sur une page Web. Il est aussi possible, sur cette page, de s'abonner pour recevoir des avis par courriel lorsque de nouvelles alertes sont lancées. Le bureau de santé travaille avec des consommateurs de drogue et des partenaires communautaires pour identifier d'éventuels éléments toxiques ou contaminants dans l'approvisionnement local.

Chaque alerte décrit la substance concernée, la forme sous laquelle elle est vendue et ses risques, y compris ses effets secondaires potentiels et ses signes de surdose. Les alertes donnent aussi des conseils pour se protéger et des renseignements locaux pertinents.

Pour en savoir plus, consultez la page Drug Alerts du bureau de santé.

Northwestern Health Unit

7 Surveillance du contenu de la drogue

L'analyse de substances permet aux consommateurs, aux prestataires de services et aux décideurs de savoir ce que contient la drogue qui circule dans la région.

Description

L'analyse de substances est un service de réduction des méfaits qui fournit des renseignements à jour sur le contenu et la puissance des substances afin que les gens puissent prendre des décisions éclairées et diminuer leur risque de surdose. Les approches sont variées : tests aux sites de réduction des méfaits, surveillance des eaux usées pour étudier les tendances communautaires, analyse toxicologique après une surdose, etc.

La surveillance des eaux usées et l'analyse toxicologique aident à déterminer la prévalence dans une communauté, et le dépistage sur place donne des renseignements sur l'offre actuelle et la consommation sécuritaire.

Avantages

- Fournit des renseignements pratiques aux consommateurs de drogue, aux prestataires de services et aux décideurs.
- Contribue aux alertes et aux autres messages de santé publique sur la drogue.
- Aide les municipalités à dégager de nouvelles tendances et à adapter leurs interventions.

Considérations pour la mise en pratique

La plupart des services d'analyse de substances au Canada sont gérés par des organisations communautaires, souvent à des sites offrant du soutien médical et social, ou par des services mobiles présents lors d'activités communautaires, comme un festival de musique.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités n'assurent généralement pas de tels services, mais elles peuvent en appuyer la mise en place en facilitant l'accès aux eaux usées, en leur fournissant un espace adéquat ou en diffusant de l'information à leur sujet. Un tel appui vient bonifier les systèmes d'alertes rapides sur les risques de surdose.

INTERVENTION EN ACTION :

Service communautaire d'analyse de substances, Health Penticton (Colombie-Britannique)

Le service communautaire d'analyse de substances propose des tests d'échantillons rapides, gratuits et anonymes. Une petite quantité – environ la taille d'un grain de sel – est analysée au moyen de la spectroscopie infrarouge à transformée de Fourier afin de distinguer les composants présents dans la substance. Le test peut s'effectuer en personne (l'échantillon est par la suite redonné) ou par dépôt.

Le service est offert à temps partiel à cinq emplacements en rotation à Penticton, et le test par dépôt est offert en tout temps à trois de ces sites. En 2024, 438 échantillons ont été testés, ce qui a mené à cinq alertes dans la région de l'Okanagan.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du service communautaire d'analyse de substances de Health Penticton.

ASK Wellness Society
ASKWELLNESS.CA

8 Programmes de consommation d'alcool contrôlée

Pour les personnes ayant un grave trouble lié à l'usage d'alcool – particulièrement celles en situation d'itinérance –, les programmes de consommation d'alcool contrôlée peuvent sauver des vies.

Description

Les programmes de consommation d'alcool contrôlée distribuent des doses mesurées de boisson alcoolisée sous supervision, en plus d'offrir un hébergement et du soutien global. Ils réduisent le nombre de visites à l'urgence et la consommation d'alcool néfaste, et améliorent la qualité de vie.

Ils ne sont pas nécessaires partout – les communautés sans alcool ou celles avec une faible prévalence peuvent s'en passer – mais, lorsque nécessaire, l'approche se montre efficace et humaine.

Avantages

- Réduisent les méfaits attribuables à la consommation dangereuse d'alcool.
- Favorisent la stabilité domiciliaire et améliorent la santé des personnes ayant un grave trouble lié à l'usage d'alcool.
- Remplacent les soins réactifs.

Considérations pour la mise en pratique

Les programmes de consommation d'alcool contrôlée sont généralement financés par les gouvernements provinciaux ou territoriaux et mis en œuvre par les organisations communautaires.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Obtenir du financement et des ressources durables pour l'exécution à long terme du programme.
- Veiller à mettre en place une supervision clinique et des protocoles de sécurité pour distribuer l'alcool et surveiller la santé des participants.
- Former le personnel sur la réduction des méfaits, les soins sensibles aux traumatismes et la sécurité culturelle.
- Mobiliser les membres de la communauté, y compris ceux ayant un savoir expérientiel, tôt dans le processus afin de réduire la stigmatisation et d'instaurer un climat de confiance.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent faire la promotion de lignes directrices normalisées et aider les partenaires à repérer les occasions d'instaurer de tels programmes.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme de consommation d'alcool contrôlée en établissement du Yukon

En 2024, un programme de consommation d'alcool contrôlée avec 10 lits a été mis en place à Whitehorse. Les résidents reçoivent du counseling et du soutien social, accèdent à des soins de santé et prennent part à des activités culturelles, le tout en recevant une quantité surveillée d'alcool. Ce programme à long terme a pour objectif d'aider les participants à réintégrer la collectivité ou à recourir à une autre forme de traitement par la suite.

Les participants sont admis sur requête et par accès direct par l'intermédiaire des services de santé mentale et d'usage de substances du Yukon. Le programme s'adresse aux personnes ayant un grave trouble lié à l'usage d'alcool à long terme qui sont à risque d'itinérance, de visites répétées à l'urgence ou d'incarcération répétée, et qui ont déjà essayé d'autres traitements.

Le Yukon est le territoire avec l'un des taux de consommation d'alcool les plus élevés au Canada. Ce programme de consommation d'alcool contrôlée cherche à favoriser la stabilité sociale et à réduire l'usage d'alcool impropre à la consommation, les admissions à l'hôpital, les visites à l'urgence et les interactions avec la GRC. Il offre une qualité de vie plus stable et digne pour les participants, tout en réduisant les coûts liés à la santé et aux services sociaux.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du programme de consommation d'alcool contrôlée du gouvernement du Yukon.

Yukon

9 Programmes d'accès prescrit

Au Canada, la drogue du marché non réglementé est de plus en plus toxique et imprévisible.

Description

Les programmes d'accès prescrit remplacent les options pharmacologiques, comme l'hydromorphone ou la morphine à libération prolongée, prescrites et surveillées par des professionnels de la santé. Ces programmes tentent de réduire le risque de surdose et de faire le pont entre les gens et les soins généraux, sans exiger l'abstinence. Ils répondent à divers besoins sur tout le continuum de la santé liée à l'usage de substances.

Avantages

- Réduisent le risque de surdose mortelle en remplaçant la drogue de rue dangereuse.
- Créent un environnement sécuritaire et stable pour les consommateurs de substances.
- Offrent une passerelle vers le traitement aux personnes qui ne sont pas prêtes pour l'abstinence.

Considérations pour la mise en pratique

La mise en œuvre de programmes d'accès prescrit demeure inégale au pays, et les inquiétudes relatives au détournement des médicaments sont bien réelles. Les données probantes à ce sujet sont encore embryonnaires.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Adapter le programme aux besoins locaux, puisque les modèles peuvent varier.
- Réduire les risques en collaborant avec des partenaires (p. ex. les services policiers locaux) afin d'éviter le détournement des médicaments et d'assurer le bon déroulement.
- Obtenir l'aval de la communauté en la mobilisant rapidement et en établissant des partenariats avec les membres, les prestataires de services et les forces de l'ordre, considérant le fait que cette approche peut être polarisante.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent influer sur l'emplacement et le fonctionnement de ces programmes au moyen du zonage et de règlements. Elles peuvent aussi s'assurer qu'ils sont discrets et disposent du personnel nécessaire et les intégrer à d'autres services.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme d'approvisionnement sûr de Kitchener-Waterloo

En 2021, la Kitchener-Waterloo Inner-City Health Alliance [Alliance en santé urbaine de Kitchener-Waterloo] a reçu du financement du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances de Santé Canada pour instaurer un programme d'approvisionnement sûr. Ce dernier relève de l'Alliance, avec d'autres services, comme les soins de santé primaires, les services mobiles, le logement, les refuges et le soutien social, le tout selon une approche centrée sur la personne et fondée sur les données probantes.

Ce modèle intégré permet aux gens ayant accès au programme d'approvisionnement sûr de recourir à un vaste éventail de services médicaux et sociaux qui pourraient leur être autrement inaccessibles. Les prestataires affirment que la structure collaborative donne lieu à des soins plus flexibles et centrés sur la personne, et qu'en misant sur les soins primaires, ils s'assurent de répondre aux besoins de santé des clients, peu importe le service demandé en premier.

Bien que la croissance et l'optimisation soient toujours possibles, l'aspect collaboratif démontre un fort potentiel d'amélioration de la santé et du bien-être des personnes qui ont accès aux services d'approvisionnement sûr.

Pour en savoir plus, consultez le site du programme d'approvisionnement sûr de Kitchener-Waterloo.

10 Sites de consommation supervisée

Les sites de consommation supervisée réduisent les coûts et la pression sur les services d'urgence et les hôpitaux, et donnent un accès rapide aux soins de santé à toute la communauté.

Description

Les sites de consommation supervisée (SCS) sont des espaces hygiéniques et supervisés par des médecins où les gens peuvent consommer leurs propres drogues. Ils proposent bien plus qu'une simple supervision; ils donnent également accès à du personnel infirmier, des pairs-conseillers, de l'aide en santé mentale, des requêtes vers la désintoxication et des passerelles vers tout le système de soins.

Jumelés à d'autres services, les SCS peuvent réduire l'usage de drogue en public, le nombre d'appels aux services d'urgence et la propagation de maladies. Ils sauvent des vies et facilitent l'accès aux soins en tenant compte de la réalité des gens.

Avantages

- Sauvent des vies en évitant les surdoses mortelles.
- Facilitent l'accès aux soins de santé et aux services sociaux.
- Stabilisent les quartiers ayant un taux élevé d'usage de drogue en public, lorsque jumelés à d'autres formes d'aide.

Considérations pour la mise en pratique

Les SCS existent en Europe depuis les années 1970, mais le Canada a attendu 2003 avant d'ouvrir son premier site. Même si les municipalités n'instaurent pas toutes un SCS, leurs décisions devraient être guidées par les données locales et les besoins de la collectivité, et non par la peur ou la mésinformation.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent aider les sites de consommation supervisée en les appuyant publiquement et en approuvant rapidement des emplacements convenables.

INTERVENTION EN ACTION :
La Baraque, Chicoutimi (Québec)

En 2024, La Baraque est devenue un site de consommation supervisée permanent – le premier en son genre au Saguenay. Le site a ouvert ses portes en 2021 en réponse à une hausse du nombre de décès par surdose et est géré par le Service de travail de rue de Chicoutimi, un organisme qui œuvre auprès des personnes sans abri âgées de 12 ans et plus.

La Baraque distribue du matériel stérile et fournit des services d'analyse de substances, de counseling et d'orientation vers d'autres services de soutien. Les usagers peuvent aussi se procurer des trousses de naloxone à emporter. Depuis son ouverture, le site a enregistré plus de 2 500 visites et a accompagné environ 1 250 personnes qui consomment de la drogue.

Pour en savoir plus ou pour communiquer avec l'organisme, consultez le site Web du Service de travail de rue de Chicoutimi.

DOMAINE D'ACTION 3
TRAITEMENT ET RÉTABLISSEMENT

Le traitement s'inscrit dans un vaste continuum de soins, et le rétablissement est un processus continu, plutôt qu'une destination fixe. Pour les gens qui consomment des substances, les soins rapides, appropriés et centrés sur la personne peuvent faire la différence entre les crises répétées et la stabilité.

Les municipalités ne gèrent pas de centres de traitement, et la plupart n'offrent pas de soins cliniques, mais les dirigeants peuvent promouvoir un meilleur accès, en outillant les prestataires de services et en créant les conditions nécessaires au rétablissement. Zonage, soutien d'une clinique, forts partenariats communautaires ou revendication d'un accès équitable dans toutes les régions : les municipalités peuvent combler les écarts entre les besoins et les soins de leur population.

INTERVENTIONS

Le domaine Traitement et rétablissement compte onze interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Programmes d'habiletés fondamentales	Personnes de tous âges	Amélioration des déterminants sociaux de la santé
2. Modèles de soins primaires et partagés	Personnes de tous âges	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
3. Équipes de consultation en médecine de la dépendance	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
4. Traitement par agonistes opioïdes	Personnes âgées de 16 ans et plus qui consomment des opioïdes	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
5. Programmes de traitement à l'externe	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
6. Programmes autochtones de guérison fondée sur la terre	Personnes inuites, métisses et des Premières Nations de tous âge qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
7. Programmes de soutien psychologique et comportemental	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
8. Programmes de traitement avec hébergement	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
Interventions additionnelles		
9. Modèles de soins virtuels	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
10. Programmes de prise en charge du sevrage	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
11. Cliniques d'accès rapide en dépendance	Personnes de tous âges qui consomment de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante

1 Programmes d'habiletés fondamentales

La santé liée à l'usage de substances n'est pas seulement un problème de santé; elle joue sur plusieurs aspects du bien-être d'une personne.

Description

Pour de nombreuses personnes, le bien-être dépend d'un accès aux outils pratiques pour gérer les tâches de la vie quotidienne (budget, communication, cuisine, gestion du temps et stratégies d'adaptation). Les programmes d'habiletés fondamentales comblent cet écart en renforçant la confiance et les capacités, pour ainsi aider les gens à composer avec les défis quotidiens et à atteindre des objectifs personnels, d'études et d'emploi.

Avantages

- Jettent les bases d'un rétablissement et d'une indépendance à long terme.
- Réduisent la probabilité de récurrence des défis liés à l'usage de substances en renforçant les aptitudes quotidiennes.
- Donnent les outils nécessaires pour prospérer en dehors des traitements officiels.

Considérations pour la mise en pratique

Les programmes d'habiletés fondamentales, généralement à la charge d'organismes communautaires et de prestataires de services sociaux, comblent les écarts en matière d'emploi et répondent aux besoins en main-d'œuvre dans les communautés locales.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer ces programmes en leur offrant un espace et de petites subventions ou en faisant le pont entre les résidents et les services existants.

INTERVENTION EN ACTION :

YtoLearn, YMCA Hamilton, Burlington et Brantford (Ontario)

Le YMCA qui dessert Hamilton, Burlington et Brantford propose YtoLearn, un programme de perfectionnement sans frais pour les adultes (19 ans et plus) qui désirent améliorer leurs compétences en communication, en écriture et en numératie, mais aussi leurs compétences interpersonnelles et numériques. Il offre notamment une évaluation individuelle et de l'aide à l'établissement d'objectifs lors de la transition vers l'emploi, les études ou une meilleure indépendance.

YtoLearn propose des cours en personne ou en ligne, le jour ou le soir.

Pour en savoir plus, consultez le site Web de YtoLearn.

2 Modèles de soins primaires et partagés

Dans de nombreuses communautés, surtout en région rurale et éloignée, les spécialistes des services en dépendance sont inaccessibles. Des fournisseurs de soins primaires, comme des médecins de famille et du personnel infirmier praticien, sont souvent déjà à disposition.

Description

Les modèles de soins primaires et partagés intègrent le traitement de l'usage de substances aux contextes de soins de santé quotidiens, comme les cliniques de soins primaires. L'aide peut prendre la forme de traitement par agonistes opioïdes, de médicaments visant à contrer l'état de manque et de services de santé mentale, offerts dans des environnements familiers.

Ces modèles réduisent la stigmatisation, améliorent la continuité des soins et facilitent l'accès aux traitements.

Avantages

- Élargissent l'accès aux traitements dans les collectivités sans clinique spécialisée.
- Traitent la santé liée à l'usage de substances comme les autres problèmes de santé, de manière respectueuse et routinière.
- Favorisent des soins holistiques coordonnés.
- Sont une façon économique d'élargir l'accès aux traitements.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- S'inspirer des données probantes qui montrent que la prestation de traitements par agonistes opioïdes, d'aide psychosociale et d'autres services est tout aussi efficace en contexte de soins primaires qu'en contextes spécialisés.
- Donner accès à des consultations spécialisées, en ligne ou en personne, pour que les prestataires soient en confiance, sans créer d'obstacles à la mise en œuvre.
- Faciliter le déploiement des modèles dans des cliniques achalandées en offrant de petits incitatifs ou du soutien pratique.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux ne dispensent pas de services de soins de première ligne, mais ils peuvent plaider en faveur de la formation, du financement et du regroupement des services afin de soutenir ces modèles.

Équipes de consultation en médecine de la dépendance

Pour beaucoup de personnes, une visite à l'urgence ou à l'hôpital est le premier, voire le seul, point de contact avec le système de soins de santé. Les équipes de consultation en médecine de la dépendance se servent de ce moment pour offrir du soutien.

Description

Les équipes de consultation en médecine de la dépendance entrent en contact avec les patients durant leur séjour à l'hôpital, même si la visite n'a aucun lien avec l'usage de substances. Elles peuvent prescrire un traitement pharmacologique, notamment avec de la méthadone ou de la buprénorphine-naloxone (Suboxone), offrir du counseling et aider à planifier le congé, en orientant les gens vers des services communautaires. Les équipes sont généralement composées d'un médecin prescripteur, d'un conseiller et d'un pair-conseiller.

Avantages

- Interagissent rapidement avec les personnes, au moment où elles seraient les plus ouvertes à recevoir de l'aide.
- Renforcent les capacités du personnel hospitalier au moyen de soins intégrés.
- Font le pont entre les soins hospitaliers et l'aide communautaire à plus long terme.
- Réduisent les visites répétées aux services d'urgence et les futures admissions à l'hôpital.
- Réduisent le nombre de personnes qui quittent l'hôpital avant la fin de leur traitement.

Considérations pour la mise en pratique

Il n'existe aucun modèle universel pour les équipes de consultation en médecine de la dépendance. Des approches ont vu le jour pour de petits comme de grands hôpitaux, ou sous la forme de modèles régionaux ou téléphoniques couvrant plusieurs sites.

INTERVENTION EN ACTION :

Service de consultation en médecine de la toxicomanie, Horizon Santé-Nord, Sudbury (Ontario)

Le Service de consultation en médecine de la toxicomanie d'Horizon Santé-Nord travaille avec les patients qui sont admis à l'hôpital pour un problème médical ou de santé mentale et qui pourraient aussi consommer des substances. L'objectif consiste à s'assurer que les patients reçoivent les soins dont ils ont besoin pour la raison pour laquelle ils ont été admis, tout en veillant à les soutenir en ce qui concerne leur consommation de substances pendant leur séjour à l'hôpital.

Parmi les services offerts, mentionnons la prise en charge du sevrage et des envies de consommer, la thérapie par agonistes opioïdes, la planification du traitement et la sensibilisation à la réduction des méfaits. L'équipe peut également orienter les patients vers d'autres services de soutien en dépendance, ainsi que d'autres services dans la communauté, à leur sortie de l'hôpital.

Pour en savoir plus, consultez le site du Service de consultation en médecine de la toxicomanie d'Horizon Santé-Nord.

Health Sciences North
Horizon Santé-Nord

4 Traitement par agonistes opioïdes

Le traitement par agonistes opioïdes est un traitement de première intention pour le trouble lié à l'usage d'opioïdes.

Description

Le traitement par agonistes opioïdes (TAO) utilise un groupe de médicaments efficaces et appuyés par des données probantes qui aide les gens à atteindre leurs objectifs de santé et de bien-être. Ces médicaments, notamment la méthadone et la buprénorphine, atténuent l'état de manque, stabilisent la vie quotidienne et diminuent considérablement le risque de surdose.

Un TAO peut être prescrit dans des cliniques spécialisées, dans des centres de soins primaires et à l'urgence.

Avantages

- Sauve des vies et optimise la qualité de vie.
- Favorise la stabilité et le rétablissement.
- Fondé sur des décennies de données solides.

Considérations pour la mise en pratique

L'accès demeure inégal, malgré la foule de contextes communautaires où le traitement peut être offert, comme les hôpitaux, les cliniques de soins primaires, les centres de santé communautaire, les pharmacies et par les ambulanciers. Certaines collectivités ont possiblement déjà des programmes bien établis, alors que d'autres ont un accès limité, voire inexistant, à ce type de traitement.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Se rappeler qu'aucune formation spécialisée n'est nécessaire pour prescrire un TAO et que de nombreux prestataires peuvent rapidement l'intégrer à leur pratique.
- Renseigner les prestataires de soins primaires sur les codes de facturation en place pour le TAO et les traitements de la dépendance puisqu'ils ne les connaissent pas tous.
- Prioriser l'accès, et non la perfection, en offrant plusieurs points d'entrée, plutôt que viser un modèle clinique idéal. Reconnaître qu'il n'existe aucune solution universelle.
- Lever les obstacles pratiques, comme le transport et l'accès à une pharmacie. Par exemple, penser à ce qui arrive lorsqu'une personne reçoit un TAO dans une pharmacie locale, mais se présente à l'hôpital en dehors des heures d'ouverture de cette pharmacie.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux et les communautés peuvent demander d'élargir la prestation, notamment en région rurale et éloignée, dans les établissements correctionnels et les communautés autochtones, et aider les prestataires qui offrent des services généraux en plus du TAO.

INTERVENTION EN ACTION :
Services paramédicaux du district de Cochrane (Ontario)

Les ambulanciers paramédicaux du district de Cochrane peuvent administrer de la buprénorphine-naloxone (Suboxone) lorsqu'ils prennent en charge des surdoses d'opioïdes, dans le cadre du premier programme de ce genre au Canada et du troisième seulement en Amérique du Nord. Au début du programme, 28 % des personnes qui acceptaient qu'un ambulancier leur administre de la Suboxone ont ensuite suivi un traitement de longue durée. Selon des études états-uniennes, ce taux peut atteindre jusqu'à 74 %.

Les ambulanciers font aussi la distribution de naloxone et expliquent aux usagers quoi faire en cas de surdose et comment utiliser les trousses.

Les Services médicaux d'urgence du district de Cochrane emploient 92 ambulanciers paramédicaux et desservent sept villes, dont Timmins.

Pour en savoir plus, consultez la page Web des Services paramédicaux du district de Cochrane.

CDSB•CSDC
Paramedic Services
Services paramédicaux

5 Programmes de traitement à l'externe

Ce n'est pas tout le monde qui doit, ou souhaite, participer à un programme de traitement avec hébergement.

Description

Les programmes communautaires de traitement à l'externe proposent du soutien structuré sans que les bénéficiaires coupent les ponts avec leur famille, leur travail ou leur école. Ils comportent généralement du counseling individuel, des thérapies de groupe et du suivi après traitement, une ou deux fois par semaine.

Avantages

- Tiennent compte de la réalité des gens, sans grande perturbation du quotidien.
- Favorisent le rétablissement à long terme par une connexion soutenue.
- Permettent d'atténuer ou d'accroître l'intensité des services à l'intérieur du système général de traitement.
- Offrent des soins économiques, flexibles et accessibles.
- Produisent souvent des résultats comparables au traitement avec hébergement.

Considérations pour la mise en pratique

Même si les municipalités n'offrent aucun service de santé, elles peuvent utiliser leur plateforme pour revendiquer un meilleur accès aux soins à l'externe.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer les programmes de traitement à l'externe en renseignant la population sur leurs avantages, en ouvrant la voie aux nouveaux établissements grâce au zonage ou à de petites subventions, et en revendiquant une disponibilité locale.

INTERVENTION EN ACTION :

Services en dépendance, Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)

Les Services en dépendance sont un programme communautaire qui fournit de la formation, des services d'évaluation, du counseling et des consultations aux personnes aux prises avec un trouble de l'usage de substances ou des problèmes de jeu, ainsi qu'aux personnes touchées par l'usage de drogue ou d'alcool ou les comportements de jeu d'un tiers. Ils proposent aussi des programmes sur la conduite avec facultés affaiblies, des soins après traitement, des suivis et des requêtes pour les personnes, les familles ou les groupes.

Pour en savoir plus, consultez le site des Services en dépendance de Corner Brook.

Western Health

6 Programmes autochtones de guérison fondée sur la terre

La guérison fondée sur la terre est une manière ancrée dans la culture des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'aborder le bien-être.

Description

Selon les programmes autochtones de guérison fondée sur la terre, la guérison physique, émotionnelle, mentale et spirituelle découlerait du territoire. Les méthodes s'inspirent du savoir, des cérémonies et des liens communautaires traditionnels.

Avantages

- Favorisent une guérison culturellement appropriée et ancrée dans le savoir autochtone.
- Consolident les liens communautaires, l'identité et la résilience.
- Contribuent à la réconciliation par une collaboration respectueuse et menée par les Autochtones.

Considérations pour la mise en pratique

Ces programmes doivent être dirigés par des gardiens du savoir des Premières Nations, des Inuits et des Métis; les dirigeants municipaux et les collectivités ne jouent un rôle de soutien que lorsqu'ils y sont invités. Les programmes peuvent notamment offrir un accès au territoire, comme des emplacements naturels pour faire du feu pour les cérémonies ou la cuisine, ou même du financement ou de l'aide logistique par des partenariats respectueux. Ils peuvent également intégrer des médicaments, de la psychothérapie ou des soins médicaux, lorsque les communautés en font la demande.

Que peuvent faire les municipalités?

Il est important pour les dirigeants municipaux d'aborder ces partenariats avec humilité et ouverture, en reconnaissant que les concepts coloniaux et occidentaux de respect peuvent différer des perspectives et pratiques des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme fondé sur la terre du Centre de guérison Nimkee NupiGawagan

Le programme fondé sur la terre du Centre de guérison Nimkee NupiGawagan familiarise les jeunes autochtones avec le territoire, selon les visions des Anichinabés, des Haudenosaunee et des Lenape. Le programme est offert par le Centre de guérison Nimkee NupiGawagan, un centre de traitement avec hébergement de l'usage de substances et de solvants pour les jeunes autochtones. Il est situé dans le sud-ouest de l'Ontario, mais dessert des jeunes de partout au pays.

Sous la direction d'Aînés et de gardiens du savoir, ce programme suit les enseignements de la roue de médecine et favorise le bien-être physique, mental, émotionnel et spirituel grâce à des activités saisonnières comme la pêche, la chasse et la récolte de plantes médicinales. Les jeunes prennent part à l'apprentissage expérientiel, aux cérémonies et aux pratiques culturelles qui renforcent les liens à la terre, à la communauté et à l'identité.

L'objectif du programme est de favoriser la guérison et la décolonisation en revitalisant le savoir autochtone et en reconnectant les participants au « bon mode de vie » qui a soutenu leurs communautés pendant de nombreuses générations.

Pour en savoir plus, consultez le site du programme et du Centre de guérison Nimkee NupiGawagan.

Nimkee Nupigawagan Healing Centre
A Substance Abuse Healing Centre For First Nation/Indigenous Youth

7 Programmes de soutien psychologique et comportemental

La dépendance n'existe pas en vase clos. Les traumatismes, la santé mentale, le deuil, la douleur et le stress influencent tous les comportements d'usage de substances.

Description

Les programmes de soutien psychologique et comportemental n'ont pas à être séparés des services médicaux, paramédicaux ou sociaux. Lorsqu'intégrés aux autres formes de soin, ils aident les gens à composer avec des défis sous-jacents grâce à des approches fondées sur des données probantes, comme la gestion des contingences (avec coupons et récompenses), la thérapie cognitivo-comportementale et le travail de groupe sensible aux traumatismes.

Avantages

- Appuient des cheminements de rétablissement individualisés, sensibles aux traumatismes et respectueux des valeurs culturelles.
- Optimisent l'efficacité d'autres traitements ou formes d'aide.
- Encouragent une prise de décisions plus saine et un changement comportemental positif.

Considérations pour la mise en pratique

Ces programmes sont souvent spécialisés, financés par le provincial et hors de la portée directe des municipalités. Cela n'empêche toutefois pas les dirigeants municipaux d'en favoriser l'intégration en soutenant les programmes locaux d'aide psychologique et comportementale, comme les cliniques de TAO, les services d'urgence, les établissements de soins primaires et, dans certains cas, les services de police.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent également revendiquer un meilleur accès et du financement, et favoriser le perfectionnement de la main-d'œuvre par la formation et l'encadrement. Ces approches peuvent être instaurées à différents niveaux, puisque que les données sont en faveur d'un déploiement ciblé autant que systémique.

8 Programmes de traitement avec hébergement

Pour certaines personnes, les soins avec hébergement structurés sont essentiels.

Description

La majorité des programmes de traitement avec hébergement offrent du soutien 24 heures sur 24 dans un environnement sécuritaire et exempt de drogue, mais aussi souvent de l'encadrement, des possibilités de formation et du soutien par les pairs. Peu de ces programmes donnent accès à des professionnels de la santé réglementés, et certains adoptent des modèles de réduction des méfaits, mais pas tous. Les programmes peuvent être adaptés à certaines populations ou certains genres, et offrent différents niveaux de prise en charge médicale du sevrage sur place.

Avantages

- Offrent du soutien intensif et limité dans le temps dans un environnement stable.
- Peuvent réduire le risque de récurrence pour certaines personnes.
- Donnent la possibilité d'évaluer les prochaines étapes et des plans de soins continus.

Considérations pour la mise en pratique

Ce ne sont pas toutes les collectivités qui ont besoin d'un centre de traitement avec hébergement, mais tout le monde au Canada devrait avoir accès à un tel centre dans sa région.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Donner aux gens le niveau de soins qui correspond le mieux à leurs besoins, en reconnaissant que certains bénéficieront du traitement avec hébergement, alors que d'autres ont besoin de soins communautaires moins intensifs.
- Intégrer des interventions appuyées par des données probantes, comme le TAO, ainsi que du soutien médical et psychiatrique.
- Favoriser un accès et un triage coordonnés pour mettre en contact les gens avec les bons niveaux de soins aussi rapidement que possible.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent aider leurs résidents à s'y retrouver avec le processus de requêtes et demander des programmes de qualité et éclairés par des données probantes, notamment ceux comportant un TAO et une supervision médicale adéquate.

INTERVENTION EN ACTION :
Centre de rétablissement de Medicine Hat (Alberta)

Le Centre de rétablissement de Medicine Hat propose des services de prise en charge du sevrage 24 heures sur 24 et un traitement avec hébergement pour le trouble lié à l'usage de substances.

L'admission aux programmes avec hébergement peut se faire de manière confidentielle par téléphone, en tout temps. Toutes les admissions sont volontaires et reposent sur un consentement éclairé.

Le programme avec hébergement comprend une thérapie de groupe de 28 jours, avec éducation psychosociale, récréothérapie, counseling individuel et soins infirmiers en tout temps. Les participants élaborent des plans individuels pour les aider dans leur rétablissement.

Les chambres et l'admission au programme de traitement intensif de la dépendance sont sans frais, tout comme les services de prise en charge du sevrage.

Pour en savoir plus, consultez le site Web du Centre de rétablissement de Medicine Hat.

Alberta Health Services

9 Modèles de soins virtuels

Les soins virtuels peuvent faciliter l'accès au traitement et au soutien, surtout dans les régions rurales et éloignées.

Description

Les modèles de soins virtuels permettent d'entrer en contact avec des conseillers, des médecins et des travailleurs de soutien par visioconférence ou par téléphone. Ils constituent une bonne option pour les jeunes, les gens ayant des problèmes de mobilité ou simplement ceux qui préfèrent éviter les soins en personne.

Avantages

- Favorisent l'accès aux soins dans les régions mal desservies, mais qui disposent de la technologie et du soutien nécessaires.
- Constituent une manière flexible et peu contraignante d'accéder aux services.
- Bonifient les soins en personne et s'inscrivent dans une approche hybride.

Considérations pour la mise en pratique

Les soins virtuels peuvent revêtir une grande importance pour les gens qui vivent loin des services ou qui sont incapables de se déplacer.

Ils ne conviennent pas à tout le monde, et la décision entre soins virtuels et soins en personne devrait suivre la préférence du client, lorsque possible.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent soutenir la prestation de soins virtuels en améliorant l'accès public à Internet, en offrant des espaces privés pour les rencontres et en aidant les résidents à perfectionner leurs connaissances numériques par des formations communautaires.

INTERVENTION EN ACTION :
Programme Enfin libre (Terre-Neuve-et-Labrador)

Enfin libre est un programme confidentiel de soutien et de rétablissement en ligne, offert 24 heures par jour à la population de Terre-Neuve-et-Labrador. Offert en anglais et en français, il s'adresse aux personnes de 16 ans et plus.

Les participants répondent à un ensemble de questions qui leur permettent d'obtenir des renseignements personnalisés sur les mécanismes d'adaptation, les changements comportementaux et les ajustements du style de vie. Le programme propose des plans d'action imprimés, une trousse de rétablissement personnalisée et une application qui donne accès à des vidéos et des messages-guides en temps réel.

Selon les documents du programme, certains participants ont réussi à réduire ou même à arrêter leur usage de substances.

Pour en savoir plus, consultez la page du programme Enfin libre sur le site Web du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador.

BREAKING FREE™

10 Programmes de prise en charge du sevrage

Le processus de sevrage peut être grandement inconfortable et, dans certains cas, présenter des risques médicaux modérés ou graves.

Description

La prise en charge du sevrage – souvent appelée désintoxication – offre du soutien, un environnement sécuritaire et parfois de la supervision médicale pour les personnes en sevrage aigu. Les pratiques exemplaires exigent une supervision médicale et un transfert vers des soins de suivi.

Avantages

- Aident les gens durant la première phase – critique – du rétablissement.
- Réduisent les visites à l'urgence et le sevrage non géré.
- Servent de passerelle vers un traitement à long terme.

Considérations pour la mise en pratique

Il faut être en mesure de prendre en charge le sevrage de manière sécuritaire et de prescrire des médicaments, non seulement pour traiter les symptômes de sevrage, mais également pour entamer des traitements comme le TAO pour le trouble lié à l'usage d'opioïdes ou les médicaments contre l'état de manque pour le trouble lié à l'usage d'alcool, ce que l'on considère de plus en plus comme une pratique exemplaire. Pour le trouble lié à l'usage d'opioïdes, la désintoxication sans TAO présente un plus grand risque de décès après l'obtention du congé.

La prise en charge du sevrage ne nécessite pas toujours un traitement avec hébergement; elle peut se faire à domicile ou par des services mobiles, comme des soins à l'externe, ou à l'hôpital.

Que peuvent faire les municipalités?

Les exigences de zonage, la stigmatisation et le coût des établissements peuvent entraver l'offre de services de prise en charge du sevrage. Toutefois, les dirigeants municipaux peuvent contribuer à ces services en trouvant des emplacements convenables, en mettant de l'avant les pratiques exemplaires et en formant les premiers répondants lorsque le système de santé subit une trop grande pression.

INTERVENTION EN ACTION :
Centre régional de santé de North Bay (Ontario)

Le Centre régional de santé de North Bay compte 433 lits et offre de nombreux services de consultation externe et d'intervention à North Bay et dans le nord-est de l'Ontario. Il fournit des soins actifs, est un centre spécialisé de district et est le fournisseur de services de santé mentale spécialisés pour la région. Ses deux grands centres pour malades hospitalisés se trouvent à North Bay et à Sudbury.

Le programme de gestion du sevrage du Centre fonctionne 24 heures par jour et dessert les personnes de 16 ans ou plus. Ce programme est volontaire, et les clients peuvent s'y inscrire par eux-mêmes ou une demande peut être faite par un professionnel de la santé, un intervenant en services sociaux, un membre de la famille ou un ami. L'admission peut être demandée en utilisant un numéro sans frais. Les soins sont offerts par une équipe multidisciplinaire au campus de North Bay.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du programme de gestion du sevrage du Centre régional de santé de North Bay.

North Bay Regional Health Centre / Centre régional de santé de North Bay

11 Cliniques d'accès rapide en dépendance

Les cliniques d'accès rapide en dépendance offrent de l'aide immédiate pour améliorer les résultats et réduire le nombre de visites à l'urgence liées à l'usage de substances.

Description

Les cliniques d'accès rapide en dépendance s'inscrivent dans le cheminement de soins liés à l'usage de substances, en reliant les gens à d'autres services de santé et communautaires afin qu'ils puissent changer de milieu de soins au besoin. Elles offrent un accès ponctuel aux soins sans requête et sans longues listes d'attente. Dès la première visite, les clients peuvent recevoir des traitements pharmacologiques ou psychosociaux. Ces cliniques répondent à un écart important entre les interventions d'urgence et les soins à long terme.

Avantages

- Donnent accès à des soins sans rendez-vous et peu contraignants, sans requête.
- Donnent accès aux traitements pharmacologiques ou psychosociaux adaptés pour tout problème d'usage de substances.
- Facilitent les liens et les transitions entre les soins primaires, les services de prise en charge du sevrage, les hôpitaux, les services de santé mentale, les services sociaux, les services culturels et autres services de santé liée à l'usage de substances.
- Proposent une approche holistique centrée sur la personne pour aborder l'usage de substances.

Considérations pour la mise en pratique

Les modèles varient; certains sont offerts à temps plein, alors que d'autres le sont à temps partiel seulement. Bon nombre d'entre eux s'intègrent aux structures cliniques, comme les soins primaires ou l'Association canadienne pour la santé mentale.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Offrir un accès numérique aux cliniques d'accès rapide en dépendance pour les problèmes de santé liée à l'usage de substances dans les régions rurales, éloignées et de petite taille, étant donné qu'elles présentent plusieurs avantages similaires aux cliniques physiques.
- Bonifier les soins en octroyant du financement aux professionnels paramédicaux ou aux services de soutien psychosocial, tout en reconnaissant que les cliniques d'accès rapide en dépendance peuvent fonctionner seulement avec une rémunération à l'acte des médecins.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer la mise en œuvre en demandant un modèle qui corresponde à leur contexte et en sensibilisant le public local aux mécanismes d'orientation en place.

INTERVENTION EN ACTION :
Centres de santé communautaire NorWest (Ontario)

Les Centres de santé communautaire NorWest sont situés dans le nord-ouest de l'Ontario et fournissent des services de soins primaires, de promotion de la santé et de prévention des maladies à quatre emplacements.

Leurs cliniques d'accès rapide en dépendance sont ouvertes à temps partiel à trois de ces emplacements et offrent une foule de services (évaluation des problèmes de consommation, examen des options thérapeutiques, counseling et psychothérapie de courte durée, prise en charge du sevrage aigu de l'alcool et des opioïdes, aide à l'arrêt progressif des opioïdes ou des benzodiazépines en clinique externe, traitement médicamenteux pour le trouble lié à l'usage d'alcool, d'opioïdes et de cannabis). Les cliniques fournissent aussi de l'information sur la prévention des surdoses et l'utilisation de la naloxone, ainsi que des requêtes vers des programmes de soutien et de traitement en milieu communautaire. Elles facilitent en outre l'accès à des guérisseurs traditionnels et à un accompagnement culturel autochtone.

Les gens peuvent se présenter sans requête et sans rendez-vous. Le service est accessible à toute personne âgée de 16 ans ou plus.

Pour en savoir plus, consultez le site Web des Centres de santé communautaire NorWest.

NorWest Community Health Centres
Centres de santé communautaire NorWest

Le traitement involontaire : un débat controversé, mais nécessaire

La dernière séance plénière, intense et profonde, du Forum de leadership municipal portait sur la place du traitement involontaire dans les interventions municipales, provinciales et territoriales face à la crise des drogues toxiques. Les opinions divergeaient grandement, ce qui reflète la complexité de l'enjeu et ses implications en matière de droit, d'éthique, de sécurité et de compassion. Les membres ont souligné que ces questions émergent dans plusieurs domaines du système de santé liée à l'usage de substances, et non seulement ici.

Le traitement involontaire – sous la forme d'admission forcée à l'hôpital ou de traitement forcé de troubles de santé mentale pour les personnes qui présentent un risque pour elles-mêmes ou pour les autres – est déjà prévu par certaines lois provinciales et territoriales portant sur la santé mentale. Dans plusieurs provinces et territoires, un trouble lié à l'usage de substances peut justifier un traitement involontaire, mais cette intervention est souvent mal comprise. De nouvelles lois sont proposées en Alberta et au Nouveau-Brunswick, alors que la Colombie-Britannique renforce sa loi sur la santé mentale pour permettre le traitement involontaire en cas de dépendance ou de risque de surdose. L'Ontario se penche sur la question; un traitement obligatoire pourrait s'appliquer aux personnes détenues, en liberté conditionnelle ou en probation.

Pour certains membres du Forum de leadership municipal, le traitement involontaire est une nécessité morale et pratique. Une personne a d'ailleurs mentionné qu'une « intervention empathique » ne doit pas être prise à tort pour une incarcération. Elle a décrit une situation dans laquelle des gens en pleine crise ne pouvaient pas prendre conscience de la gravité de leur état. Les dirigeants ont raconté leurs expériences à prévenir le suicide ou à intervenir auprès d'une personne en plein épisode psychotique. La frustration est bien réelle. Les personnes souffrantes sont laissées pour compte dans la rue, en attendant de passer par le cycle de visites à l'urgence et d'incarcération, avant de trop souvent finir à la morgue.

Beaucoup ont appelé à la prudence, ont fait part de leurs inquiétudes quant aux procédures invasives, aux biais raciaux et sociaux, et au possible bris de confiance envers les systèmes médicaux. Plusieurs ont soulevé l'idée que le système de traitement volontaire est déjà inaccessible. La forte pénurie d'options en hôpital financées par le public se fait sentir. Les personnes qui consomment et leurs familles n'ont ainsi personne vers qui se tourner avant qu'il y ait une crise.

Les participants ont débattu sur certaines questions, dont :

- Quelles mesures de protection évitent l'institutionnalisation excessive de certaines communautés marginalisées?
- Comment les lois provinciales et territoriales protègent-elles les droits en la matière?
- Comment concilier la liberté individuelle et la sécurité publique sans répéter les méfaits des anciens modèles institutionnels?

Malgré les désaccords, les gens ont pu s'entendre sur certains points :

- Il faut se renseigner sur ce que les lois provinciales et territoriales autorisent actuellement en matière de soins involontaires, mais aussi sur les lacunes.
- Si les municipalités ont un rôle à jouer, c'est celui de revendication. Le traitement involontaire n'est pas un service qu'elles offriraient.
- Tout élargissement des soins involontaires doit être accompagné d'améliorations aux services volontaires, et non instauré comme substitut.
- Il est nécessaire de disposer de lignes directrices éthiques claires, de données probantes solides et de mesures de protection éthiques.

Les membres ont fait référence à des exemples internationaux. En Norvège, par exemple, les soins volontaires et involontaires s'inscrivent dans un même système de traitement normalisé. D'autres ont suggéré le renforcement des capacités municipales afin de mettre à l'essai des approches innovantes et s'associer à des partenaires provinciaux, territoriaux et fédéraux au sujet de réformes, de normes et de financement.

Le débat braque les projecteurs sur la tension entre ce que l'on sait, ce que l'on craint et ce que l'on doit aux personnes en crise. Comme une personne a dit : « Nous ne voulons pas qu'elles se retrouvent en prison. Nous voulons leur bien. Honnêtement, nous voulons d'elles dans nos maisons. »

Le traitement involontaire n'est pas une solution en soi, mais l'absence de consensus ne marque pas la fin du débat. Les membres du Forum sont d'accord pour dire que la poursuite du dialogue est nécessaire et bienvenue.

DOMAINE D'ACTION 4
SOUTIEN COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL

Les communautés se rétablissent plus efficacement lorsque leur population a accès à des traitements et à du soutien, par l'entremise de relations de confiance et d'occasions de renouer. Les programmes communautaires et culturels permettent de jeter ces bases; ils renforcent les familles, restaurent la confiance et donnent la chance de tisser des liens sociaux et de développer son identité culturelle – que ce soit après une incarcération, durant le rétablissement ou simplement dans la vie quotidienne.

Ces services sont essentiels puisqu'ils dépassent la portée de l'intervention en cas de crise. Ils agissent en amont afin de renforcer la résilience des personnes, des familles et des communautés. Bon nombre d'entre eux sont modulables, déjà en place dans des petites collectivités et peu coûteux. Ce qu'il leur manque, c'est un accès élargi, un leadership local et un soutien continu.

INTERVENTIONS

Le domaine Soutien communautaire et culturel compte douze interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Programmes de réinsertion sociale	Personnes de tous âges qui sortent de prison	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
2. Équipes de soutien multidisciplinaires et interdisciplinaires	Personnes de tous âges ayant des comportements criminels, dont des infractions liées à la drogue	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
3. Programmes de compétences familiales	Nouveaux ou futurs parents, soignants et familles	Amélioration des déterminants sociaux de la santé
4. Programmes d'entraide	Personnes de tous âges qui consomment ou ont consommé de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
5. Programmes d'orientation des patients	Personnes de tous âges qui consomment ou ont consommé de la drogue	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
6. Programmes de soutien formel par les pairs	Personnes de tous âges qui consomment ou ont consommé de la drogue	Réduction ou arrêt de l'usage d'une substance préoccupante
7. Programmes d'activité physique	Personnes de tous âges	Amélioration des déterminants sociaux de la santé
8. Formation médicale continue pour le personnel municipal de première ligne	Fournisseurs de services	Amélioration de l'expérience avec les services et le soutien
9. Accès centralisé et coordonné	Personnes de tous âges	Amélioration de l'accès aux services et au soutien
10. Données administratives sur la santé des populations et des communautés	Grand public	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
11. Pratiques de réduction de la stigmatisation	Personnes de tous âges	Changement des attitudes et des perceptions
12. Soins sensibles aux traumatismes et à la violence	Personnes travaillant en usage de substances et en santé mentale	Amélioration de l'expérience avec les services et le soutien

1 Programmes de réinsertion sociale

La sortie de prison peut constituer un tournant majeur, mais sans soutien, également un moment très risqué. Le risque de surdose est particulièrement élevé durant les trois premiers mois.

Description

Les programmes de réinsertion aident les gens dans leur transition vers la société en les mettant en relation avec des ressources de soutien au logement et à l'emploi, des formations sur les habiletés fondamentales et des services en santé mentale et en usage de substances. Ces services s'appuient sur les progrès accomplis durant l'incarcération et réduisent ainsi le risque de récidive.

Avantages

- Réduisent le risque de récidive en s'attaquant aux causes profondes, comme un trouble lié à l'usage de substances, un traumatisme et une instabilité en matière de logement et d'emploi.
- Favorisent une réinsertion stable et réussie dans la société.
- Renforcent la réhabilitation et la contribution à la sécurité publique.

Considérations pour la mise en pratique

Il est important de comprendre ce que les services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux peuvent offrir en matière d'aide à l'emploi et au logement, ainsi que de services en santé mentale et en usage de substances afin de repérer les lacunes à combler.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- S'allier à des organisations communautaires, comme la Société John Howard, pour étendre la portée et l'influence des programmes de réinsertion.
- Collaborer avec des agents de probation, des services de réduction des méfaits et autres afin de fournir du soutien coordonné dans tout le continuum de soins.
- Définir et appuyer un modèle de bout en bout, de la planification pendant la détention jusqu'à la sortie supervisée et la réinsertion complète.
- Retenir que les plans de sortie en place manquent souvent d'encadrement professionnel et d'aide à la rédaction d'un CV.

INTERVENTION EN ACTION :
Société John Howard

La Société John Howard (SJH) est un organisme de services sociaux disposant de succursales et de bureaux dans plus de 60 villes au Canada, mais aussi de bureaux provinciaux et territoriaux dans 10 provinces et aux Territoires du Nord-Ouest.

L'organisme travaille auprès de gens ayant eu des démêlés avec la justice afin qu'ils perfectionnent leurs habiletés fondamentales, s'orientent dans le système de justice pénale et planifient un avenir productif, le tout dans l'optique de réduire les probabilités de réincarcération. La SJH revendique également une réforme du système de justice, sensibilise le public et fait la promotion de la prévention des crimes au moyen d'activités communautaires et de développement social.

Pour en savoir plus sur les succursales locales et les coordonnées de la SJH, consultez son site Web.

John Howard
THE JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA
La SOCIÉTÉ JOHN HOWARD DU CANADA

2 Équipes de soutien multidisciplinaires et interdisciplinaires

Une personne en crise requiert souvent de l'aide de plusieurs systèmes simultanément : services policiers, logement, santé mentale, médecin et services sociaux.

Description

Les équipes interdisciplinaires, souvent appelées des « tables d'intervention », rassemblent plusieurs secteurs afin de coordonner les soins en temps réel. Grâce à l'échange d'information et à l'élaboration de plans conjoints, elles peuvent intervenir plus rapidement, réduire la duplication, maximiser les ressources et combler les lacunes de services.

Avantages

- Optimisent la coordination entre les services de santé, de logement, de justice et sociaux.
- Réduisent le nombre d'appels aux services d'urgence et d'interventions en cas de crise.
- Évitent aux gens de passer entre les mailles du filet.

Considérations pour la mise en pratique

Ces modèles sont plus efficaces lorsque les partenaires ont tissé des liens solides, disposent de protocoles clairs et ont une vision commune.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Recourir à des équipes de soutien multidisciplinaires et interdisciplinaires pour proposer des solutions aux municipalités, aux quartiers ou aux clients avec des besoins complexes particuliers.
- Canaliser les équipes sur des enjeux précis afin qu'elles résolvent des situations polarisées et convainquent des partenaires hésitants, et planifier avec soin les lieux de rencontre, qui participe et la communication des résultats.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux et les collectivités peuvent réunir les acteurs concernés, offrir du soutien administratif ou mettre en relation les partenaires locaux.

INTERVENTION EN ACTION :

Équipe de soutien multidisciplinaire des services policiers de Taber (Alberta)

Depuis 2002, les services policiers de Taber en Alberta dirigent une équipe de soutien multidisciplinaire, qui réunit des représentants des forces de l'ordre, de l'éducation, des services-conseils et des services de santé et sociaux, afin d'échanger de l'information et de coordonner l'aide apportée. L'équipe se concentre sur les personnes victimes de violence conjugale ou subissant des méfaits liés à l'usage de substances, et crée des plans d'action qui misent sur les services et l'expertise de tous les partenaires.

Les partenaires apprécient cette approche, puisque les organismes ressentent ainsi moins la pression d'intervenir seuls. La seule ressource supplémentaire demandée, c'est la participation à des rencontres régulières.

Pour en savoir plus sur l'équipe de soutien multidisciplinaire, consultez le site Web des services policiers de Taber.

3 Programmes de compétences familiales

Les familles façonnent le bien-être des jeunes.

Description

Les programmes de compétences familiales permettent aux personnes qui assurent les soins de perfectionner leurs compétences en matière de parentalité, de communication et de gestion domestique. Ces habiletés jettent les bases d'un bon développement de l'enfant et peuvent éviter l'usage de substances précoce. Particulièrement utile pour les familles vivant du stress ou de l'instabilité, ces programmes sont plus efficaces lorsqu'ils sont offerts de manière universelle.

Les programmes de compétences familiales, qui s'inscrivent dans les stratégies générales d'intervention précoce et de santé publique, peuvent être donnés dans les écoles, les bibliothèques et les centres communautaires.

Avantages

- Renforcent les familles et favorisent la stabilité à la maison.
- Consolident les facteurs de protection, comme la résilience, pour réduire le risque d'usage de substances précoce.
- Offrent du soutien accessible dans des contextes communautaires de confiance.

Considérations pour la mise en pratique

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux et les collectivités peuvent en favoriser l'accès en offrant un espace, en finançant les animateurs ou en faisant la promotion de programmes locaux.

INTERVENTION EN ACTION :

Family Resource Centre [Centre de ressources familiales], Portage la Prairie (Manitoba)

Le Centre de ressources familiales dispose de deux installations à Portage la Prairie et aide les familles de la région. On y propose notamment des activités parents-enfants, des programmes de nutrition, des séances pour les jeunes d'âge scolaire, des programmes de jour sur l'activité professionnelle, de la formation des parents, du counseling pour le bien-être et des programmes de loisirs.

Le centre propose également du transport gratuit pour prendre part aux programmes, une connexion Wi-Fi et un accès à un ordinateur sans frais, la location de livres, d'équipement et de jeux, ainsi que des services d'orientation vers des services communautaires.

Pour en savoir plus sur les programmes, consultez le site Web du Centre de ressources familiales.

Family Resource Centre

Programmes d’entraide

Les programmes d’entraide, comme Wellbriety, Alcooliques Anonymes, Rétablissement SMART et Al-Anon, apportent un soutien supplémentaire en parallèle des traitements officiels.

Description

Les programmes d’entraide, ou de soutien par les pairs dans la communauté, adoptent une approche populaire de bien-être, ancrée dans les expériences communes et la perspective de soins collectifs. Cette forme de soutien a vu le jour de manière naturelle dans des communautés locales, qui ont créé des liens indispensables dans des contextes accessibles et familiers comme des salles communautaires, des églises, des centres de santé et des sites de réduction des méfaits. Basés sur l’expérience commune, ces groupes offrent du soutien gratuit et continu pour les personnes ayant des problèmes de santé liée à l’usage de substances et leurs familles.

Avantages

- Offrent des soins gratuits et à long terme, ancrés dans la connexion avec les pairs.
- Réduisent l’isolement et renforcent le sentiment d’appartenance.
- Proposent des séances virtuelles ou en personne, pour favoriser l’accessibilité.

Considérations pour la mise en pratique

Que peuvent faire les municipalités?

Même si les municipalités n’offrent pas directement ces programmes, les dirigeants municipaux peuvent tout de même leur offrir un espace où tenir des rencontres et leur faire de la publicité dans les canaux municipaux.

INTERVENTION EN ACTION :
Rencontres de Rétablissement SMART

Les programmes SMART (formation sur l'autogestion et le rétablissement) sont souvent perçus comme une option de rechange aux programmes d'abstinence avec les pairs. Cette méthode de rétablissement porte sur l'apprentissage et la pratique de compétences d'autorégulation et de gestion des pulsions et de l'état de manque en lien avec un trouble lié à l'usage de substances. Les rencontres de ce type de programme sont souvent de type magistral et présentent des documents sur la régulation émotionnelle, les valeurs fondamentales, la gestion du changement et l'équilibre de vie.

Rétablissement SMART met de l'avant des groupes de soutien gratuits pour les personnes tentant de se rétablir d'un trouble lié à l'usage de substances, mais aussi pour leurs familles et leurs proches.

Vous trouverez une liste de réunions dans plusieurs provinces, y compris dans des petites villes, sur le site Web de Rétablissement SMART.

SMART Recovery Canada

5 Programmes d'orientation des patients

Les personnes ayant un trouble de l'usage de substances, sans logement stable ou vivant avec des traumatismes peuvent avoir de la difficulté à s'orienter dans les services de santé et sociaux.

Description

Les intervenants-pivots donnent du soutien individuel afin qu'une personne puisse comprendre ses options, changer de service et rester connectée aux soins. Dans les petites villes, ce rôle est souvent combiné à celui de sensibilisation ou d'intervention en cas de surdose.

Ces programmes favorisent la confiance et l'accessibilité des systèmes.

Avantages

- Réduisent la confusion et l'abandon entre les services.
- Aident les gens à trouver les bons soins au bon moment.
- Favorisent la confiance envers les systèmes, qui peuvent être difficiles à comprendre ou sembler inaccessibles.

Considérations pour la mise en pratique

L'orientation dans le système nécessite une expertise spécialisée. Les municipalités devraient collaborer avec des services d'accès coordonnés régionaux, provinciaux et territoriaux, mieux placés pour y arriver. Comme les services d'orientation sont complexes, le succès de la mise en pratique repose sur un soutien robuste à l'échelle du système.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent soutenir les programmes d'orientation à l'aide de financement et de partenariats ou en indiquant où trouver les intervenants-pivots.

INTERVENTION EN ACTION :

Projet Family Navigation, Centre des sciences de la santé Sunnybrook (Ontario)

Le projet Family Navigation du Centre des sciences de la santé Sunnybrook aide les jeunes de la région du Grand Toronto et leurs familles à s'orienter dans le système de soins en santé mentale et en dépendance. Mis en place en 2013, c'est le premier programme de ce genre au pays. Depuis, il a permis d'aider plus de 4 500 jeunes et familles de partout en Ontario à accéder à des soins appropriés.

Des experts-pivots collaborent avec les familles pour évaluer leurs besoins, leur expliquer les services offerts et les orienter vers l'accompagnement les plus adapté. Ce faisant, ils dissipent la confusion, encouragent les gens à poursuivre leur traitement et favorisent un accès rapide aux soins. Aucune requête requise ni aucuns frais à débourser.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du projet Family Navigation.

Sunnybrook
HEALTH SCIENCES CENTRE

6 Programmes de soutien formel par les pairs

Les personnes ayant un savoir expérientiel de l'usage de substances et du rétablissement ont quelque chose d'unique à contribuer : une compréhension, de la crédibilité et de l'espoir.

Description

Les programmes de soutien formel par les pairs créent un espace accueillant et exempt de jugement où tisser des liens avec des gens ayant un parcours de rétablissement similaire. Ils misent sur la force de l'expérience concrète comme source de soutien et de compréhension. Les programmes prennent diverses formes : visites ponctuelles informelles, programmes structurés, mentorat par des pairs formés ou rémunérés. Les organisations de soutien par les pairs offrent des conseils pratiques, du soutien émotionnel et un sentiment d'appartenance. Sans les remplacer, ils bonifient les soins de santé en travaillant en parallèle des services cliniques.

Avantages

- Comblent l'écart entre les services cliniques et la vie quotidienne, par l'expérience commune.
- Favorisent la confiance et l'engagement, surtout auprès de groupes en quête d'équité.
- Améliorent les résultats cliniques et la poursuite du cheminement de soins choisi.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Bien définir les champs de pratique et fournir la formation et les ressources nécessaires, avec l'appui d'un financement continu plutôt que ponctuel en cas de crise.
- Adopter une approche cohérente et normalisée de programmes par les pairs et définir « pairs » auprès des partenaires municipaux et communautaires.
- Prioriser les endroits accessibles et diversifier les formes de communication pour rejoindre davantage de personnes.
- Envisager d'offrir du soutien en santé mentale aux pairs-conseillers, qui peuvent rencontrer des difficultés émotionnelles dans le cadre de leurs fonctions.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent appuyer les programmes de soutien par les pairs en finançant des emplois, en encourageant la formation ou en faisant le pont entre les programmes et les services communautaires.

INTERVENTION EN ACTION :

Centre de soutien par les pairs Phoenix, Stratford (Ontario)

Les Services en santé mentale et en dépendance Huron Perth dirigent le Phoenix Peer Support Centre [Centre de soutien par les pairs Phoenix], à Stratford. Ce centre offre aux jeunes et aux adultes des services d'entraide entre pairs en groupe et sans rendez-vous. Le personnel et les bénévoles pratiquent l'écoute active et font le pont avec d'autres services. Le centre organise aussi des activités sociales (soirées cinéma, jeux, bricolage) pour renforcer le sentiment d'appartenance et rompre l'isolement.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du centre.

Canadian Mental Health Association
Huron Perth Addiction and Mental Health Services

7 Programmes d'activité physique

Le mouvement est bénéfique pour la santé autant mentale que physique, et peut occuper une place importante dans la prévention et le rétablissement à tout âge.

Description

Les programmes d'activité physique, tout comme ceux axés sur le bien-être mental, permettent de renforcer son efficacité personnelle, sa régulation émotionnelle, ses stratégies d'adaptation, sa collaboration et ses habiletés fondamentales. Lorsqu'ils sont élaborés dans une optique d'inclusion, ils rompent l'isolement et consolident les liens communautaires.

Avantages

- Favorisent la santé mentale, le bien-être physique et le rétablissement.
- Rompent l'isolement et renforcent les liens communautaires.
- Sont faciles à déployer avec les employés et les espaces municipaux existants.

Considérations pour la mise en pratique

L'accès équitable au transport est important. Des infrastructures comme les autobus scolaires ou les programmes de vélopartage dans des quartiers à faible revenu peuvent faciliter l'accès aux programmes, surtout lorsqu'elles sont accompagnées de mobilisation intentionnelle et de stratégies d'abordabilité.

Que peuvent faire les municipalités?

Les services récréatifs des villes sont bien placés pour piloter ces efforts puisqu'ils peuvent offrir des laissez-passer et organiser un ensemble diversifié d'activités à faible coût, tenir des programmes de rétablissement et consacrer des espaces aux activités de bien-être dans des gymnases d'école et des centres communautaires, entre autres.

INTERVENTION EN ACTION :
Initiative d'activité physique go!PEI (Île-du-Prince-Édouard)

go!PEI est une initiative communautaire axée sur un mode de vie sain, qui propose à la population de l'Île-du-Prince-Édouard des activités physiques à faible coût, voire gratuites. Depuis 2010, go!PEI fait la promotion du mouvement et de la santé en proposant des conseils de vie saine et des options d'activité physique diversifiées et rassembleuses aux gens de tous âges (camps, randonnées en famille, exercices physiques doux, yoga sur chaise pour les aînés, etc.) dans toute la province.

Les programmes sont offerts avec l'aide de sept partenaires communautaires : les villes de Charlottetown, Summerside, Cornwall et Stratford, ainsi que les trois conseils régionaux du sport et des loisirs (ouest, centre et est).

Pour en savoir plus sur l'initiative, consultez le site Web de go!PEI.

8 Formation médicale continue pour le personnel municipal de première ligne

Les soins liés à l'usage de substances évoluent constamment, et le personnel municipal de première ligne a besoin de connaissances à jour pour intervenir efficacement.

Description

Une formation médicale continue donne aux professionnels, comme le personnel ambulancier, le personnel infirmier en santé publique et les travailleurs de proximité, des outils pratiques et fondés sur des données probantes. Les séances, généralement courtes et ciblées, abordent des sujets tels que les nouveaux traitements, les lignes directrices sur la prescription et les stratégies d'intervention en temps réel.

Cette approche s'inspire d'un modèle clinique bien établi et tente de répondre aux besoins des équipes municipales qui servent souvent de premier point de contact pour la population touchée par l'usage de substances.

Avantages

- Tient le personnel de première ligne à jour sur les options thérapeutiques et les pratiques exemplaires.
- Apporte confiance et compétence aux interventions en santé liée à l'usage de substances.
- Améliore la qualité des soins et réduit le recours aux approches désuètes ou réactives.
- Aligne mieux les services municipaux sur le système de santé plus général.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Encourager le perfectionnement des compétences en passant par la formation médicale continue, puisqu'il n'est pas nécessaire d'avoir des années de formation pour acquérir de nombreuses compétences nécessaires pour intervenir en cas de crise d'usage de substances. Il peut être utile de mettre l'initiative de l'avant, notamment en envoyant des lettres aux facultés de médecine des grandes villes environnantes, pour attirer les formateurs et les programmes dans des petites villes.
- Intégrer avec prudence de la formation de sociétés pharmaceutiques ou d'autres entités à but lucratif. Privilégier la formation provenant d'ordres certifiés comme le Collège des médecins de famille du Canada.
- Voir la formation médicale continue comme une manière d'investir dans de nouveaux emplois, pour un bon rapport coût-efficacité. Évaluer les suivis et les changements instaurés, puis offrir de la supervision ou de l'encadrement pour permettre au personnel aguerri de mettre en pratique ses connaissances.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent encourager la formation médicale continue en s'informant eux-mêmes des avantages et en en faisant la promotion lorsque c'est pertinent.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme d'études Réponse à la crise des opioïdes, Association des facultés de médecine du Canada

L'Association des facultés de médecine du Canada a mis sur pied le programme d'études Réponse à la crise des opioïdes, qui est accrédité par l'Université Queen's. Le programme propose aux professionnels de la santé au Canada une formation continue complète et bilingue sur la prise en charge de la douleur et le trouble lié à l'usage de substances.

Ce programme prend la forme de modules interactifs de niveau fondamental, intermédiaire et avancé qui abordent des sujets comme la gestion des opioïdes, la réduction de la stigmatisation et les soins culturellement sensibles pour diverses populations. Le programme vise à combler les lacunes dans les connaissances et à donner aux cliniciens les outils nécessaires pour remédier à la crise des opioïdes avec compétence et compassion.

Pour en savoir plus sur le programme et l'inscription, consultez la page Web du programme d'études.

9 Accès centralisé et coordonné

Une personne qui demande du soutien social ou de l'aide en matière de logement et de santé peut être dépassée par le nombre d'organismes, surtout en cas de crise.

Description

Les modèles d'accès coordonné, comme les guichets de services uniques ou les systèmes d'orientation partagés, relient rapidement et efficacement les personnes aux bons services. Cette approche réduit le stress et les duplications, et coordonne les ressources entre les secteurs.

Avantages

- Simplifie l'orientation et réduit la confusion des usagers de service.
- Optimise l'équité en éliminant les obstacles à l'accès et en uniformisant les points d'entrée.
- Optimise l'utilisation des ressources limitées grâce à une planification coordonnée.
- Fonctionne à toute échelle : guichets généraux dans les centres urbains, modèles de guichet virtuel et en étoile dans les régions rurales.

Considérations pour la mise en pratique

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités ne gèrent pas ces systèmes, mais les dirigeants municipaux peuvent les soutenir en réunissant des partenaires, en finançant des plateformes partagées ou en s'assurant que les services locaux utilisent un modèle régional qui fonctionne pour la population.

INTERVENTION EN ACTION :
Modèles d'accès coordonné au Canada

Grâce aux modèles d'accès coordonné, il est plus facile, rapide et efficace de trouver les bons services en santé mentale et en dépendance. Avec ces modèles, l'admission et l'orientation sont centralisées; les gens sont mis en relation avec les formes de soutien adéquates sans la confusion des points d'entrée multiples. Le tout permet d'optimiser l'équité, de simplifier les processus d'orientation et d'aider les collectivités à tirer le maximum de leurs ressources limitées. Les modèles sont adaptables aux régions urbaines comme aux régions rurales du Canada.

Comme exemples de modèles d'accès coordonnés au Canada, citons AccèsSMT dans l'est de l'Ontario, le système d'accès coordonné de la vallée de l'Annapolis en Nouvelle-Écosse et les équipes de traitement intégré d'Interior Health en Colombie-Britannique.

10 Données administratives sur la santé des populations et des communautés

Il n'y a pas de bonne décision sans bonne information.

Description

Les données sanitaires et démographiques – tirées des hôpitaux, des services de santé d'urgence, des écoles, des coroners et des programmes communautaires – permettent aux municipalités de surveiller les tendances, de repérer les lacunes et de réagir plus efficacement à l'usage de substances dans leur population. Ces données sont souvent présentées sous forme de tableau de bord, de profils de santé ou de rapports ciblés.

Avantages

- Orientent la planification et l'allocation de ressources à l'échelle locale.
- Appuient le plaidoyer auprès de partenaires provinciaux, territoriaux et fédéraux.
- Permettent de suivre les tendances, d'évaluer les répercussions et d'améliorer la responsabilisation.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Conclure des ententes solides d'échange de données et veiller à ce que le personnel ait les compétences nécessaires pour l'analyse et l'interprétation.
- Utiliser le guide de mise en pratique qui accompagne ce recueil de stratégies pour savoir comment recueillir des données sur la population.
- Se renseigner sur les nouvelles méthodes de collecte de données, comme l'utilisation de l'intelligence artificielle, qui sont en accord avec les priorités et les mesures de protection municipales.

Que peuvent faire les municipalités?

Même si les municipalités ne recueillent pas ces données elles-mêmes, elles ont tout de même un rôle important à jouer : coordination de l'accès, interprétation des constats et orientation de la planification, du financement et des revendications municipales.

INTERVENTION EN ACTION :

Sondage auprès de la population de Medicine Hat (Alberta)

Tous les deux ans, la ville de Medicine Hat sonde sa population âgée d'au moins 18 ans. Le sondage aborde toutes sortes de sujets, comme les enjeux les plus importants dans la collectivité ou le degré de satisfaction par rapport aux services de collecte de déchets et le recyclage.

Pour le sondage de 2024, la ville a engagé Ipsos, une société d'études de marché. On considère que les constats sont représentatifs de la population de Medicine Hat.

Les résultats des sondages de 2024 et de 2022 sont consultables sur le site Web de la ville.

Medicine Hat

11 Pratiques de réduction de la stigmatisation

La stigmatisation est l'un des plus grands obstacles à surmonter au moment de demander de l'aide pour un trouble d'usage de substances. Elle se répercute dans les politiques, les services et les interactions quotidiennes, et peut ainsi démotiver les gens à demander les soins dont ils ont besoin.

Description

La réduction de la stigmatisation dans les systèmes et les espaces municipaux est essentielle pour favoriser une communauté plus solidaire et inclusive. La formation du personnel, les politiques d'inclusion dans le milieu de travail et les campagnes de sensibilisation sont toutes des manières d'y arriver.

Avantages

- Encouragent l'accès aux services et bâtissent la confiance dans la communauté.
- Amènent le personnel municipal à être plus bienveillant et sensible aux traumatismes.
- Peuvent être adaptées à différents services et à des organisations partenaires à moindre coût.

Considérations pour la mise en pratique

Les pratiques tenant compte de la stigmatisation et de la discrimination devraient être intégrées à toutes les activités de sensibilisation, de formation, de mentorat et de renforcement continu des capacités.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent instaurer leurs propres pratiques de réduction de la stigmatisation, comme la formation obligatoire des conseillers municipaux et du personnel sur le sujet, ou l'adoption d'un langage axé sur la personne dans les documents et les communications.

INTERVENTION EN ACTION : CAPSA

CAPSA est une organisation nationale travaillant à démanteler la stigmatisation systémique entourant l'usage de substances. Depuis plus d'une décennie, CAPSA dirige des activités de formation pratique, de recherche et des événements communautaires avec des prestataires de services, des décideurs politiques, des employeurs et des universitaires afin de concevoir des services et des soutiens équitables. Son travail combine une expertise fondée sur la pratique, scientifique et expérientielle, et est dirigé par des experts en stigmatisation systémique ayant des antécédents en éducation, en recherche, en pratique clinique et en politiques.

CAPSA a formé plus de 10 000 personnes au Canada sur la stigmatisation systémique, la santé liée à l'usage de substances, les soins compatissants et les principes de co-leadership. Les évaluations démontrent que :

- Les formations dépassent les attentes en matière d'acquisition de nouvelles connaissances, compétences et attitudes;
- Les organisations participantes prennent des mesures pour élaborer de nouvelles politiques ou programmes ou adapter des politiques ou des programmes existants;
- Six mois après la formation, 98 % des participants ont signalé des changements dans les politiques et les pratiques.

Pour en savoir plus sur les services, consultez le site Web de CAPSA.

Soins sensibles aux traumatismes et à la violence

Les traumatismes et la violence ont des répercussions durables sur la santé, le comportement et la confiance envers les systèmes.

Description

Les soins sensibles aux traumatismes et à la violence reconnaissent les effets de ces derniers et veillent à ce que les services soient prodigués de manière à prioriser la sécurité, le consentement, la collaboration et l'habilitation. Ils ne concernent pas seulement les soins de santé; on peut également les intégrer aux services municipaux, comme le logement, les loisirs et l'application des règlements.

Avantages

- Évitent les nouveaux traumatismes et favorisent de meilleurs résultats.
- Optimisent l'efficacité des services et le bien-être du personnel.
- S'alignent sur les objectifs globaux en matière d'équité, d'inclusion et de santé mentale.

Considérations pour la mise en pratique

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux et les communautés peuvent donner l'exemple en intégrant les soins sensibles aux traumatismes et à la violence à la formation du personnel, aux politiques municipales et aux contrats de service, pour des systèmes plus sécuritaires et efficaces pour tous et toutes.

DOMAINE D'ACTION 5
AIDE AU LOGEMENT ET À L'EMPLOI

Pour avoir une vie stable, il faut un toit et une raison de se lever le matin. Sans logement, il est rare que le traitement s'implante, et sans but, le rétablissement est retardé. Pour de nombreuses personnes, les interventions sont impossibles sans logement ni emploi.

Les municipalités occupent un rôle primordial : elles planifient l'aménagement des quartiers, possèdent des territoires, embauchent du personnel et influencent les économies locales. Même si elles ne contrôlent pas les systèmes de santé ou d'aide au revenu, elles arrivent à instaurer des conditions qui favorisent le rétablissement au moyen de milieux de travail inclusifs, de stratégies de logement et de partenariats avec les prestataires de services.

INTERVENTIONS

Le domaine Aide au logement et à l'emploi compte quatre interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Services d'aide à l'emploi transitionnel à bas seuil	Personnes en situation d'itinérance	Improved social determinants of health
2. Programmes d'aide aux employés	Personnes travaillant en usage de substances et en santé mentale	Amélioration des déterminants sociaux de la santé
3. Politiques sur l'usage de substances en milieu de travail	Personnes travaillant en usage de substances et en santé mentale	Réduction des méfaits pour la santé liée à l'usage de substances
4. Plans d'action municipaux en matière de logement	Personnes de tous âges	Amélioration des déterminants sociaux de la santé

Services d'aide à l'emploi transitionnel à bas seuil

Pour se rétablir, il ne suffit pas de bâtir une nouvelle relation avec son usage de substances, il faut restructurer sa vie.

Description

Les programmes d'aide à l'emploi transitionnel permettent aux personnes d'intégrer le marché du travail en obtenant des postes accessibles et flexibles, qui ne demandent pas de CV, de références ni de formation officielle. Les participants reçoivent un salaire, gagnent en confiance et sont mis en relation avec des services complémentaires comme le logement, le counseling et les soins de santé.

Avantages

- Favorisent la réinsertion sociale et économique des personnes ayant un trouble d'usage de substances.
- Préparent à l'emploi et donnent une structure quotidienne sans condition préalable.
- Servent de passerelle vers un emploi et un logement permanents.

Considérations pour la mise en pratique

Ces programmes sont particulièrement efficaces lorsque jumelés à un logement supervisé et à une solide gestion de cas.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Mettre en place des politiques non punitives en milieu de travail. Si quelqu'un n'arrive pas à accomplir toutes ses tâches, il devrait pouvoir retourner à la maison et revenir lorsqu'il se sent bien, sans réprimande, et ce, même si le malaise est attribuable à l'usage de substances.
- Bâtir des partenariats avec des organisations communautaires désirant offrir des possibilités d'emploi transitionnel à bas seuil. Les refuges, les parcs et les services de loisirs, mais aussi les organismes à but non lucratif locaux peuvent offrir ces emplois.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent contribuer à ces efforts en proposant des emplois de niveau débutant, en subventionnant des partenaires et en offrant des locaux.

INTERVENTION EN ACTION :

Programme de nettoyage Clean Sweep, Lethbridge (Alberta)

Le programme de nettoyage est une initiative d'emploi volontaire et transitionnel à bas seuil qui donne la chance aux personnes en situation d'itinérance ou de dépendance d'obtenir un emploi débutant et flexible sans CV, ni références.

Puisque le terme « emploi » peut présenter des obstacles à l'obtention de certaines formes d'aide au revenu, le programme est basé sur un modèle d'allocation. Les bénévoles reçoivent 15 $ de l'heure, sous forme de chèques remis aux deux semaines.

Financée par la ville de Lethbridge et gérée par la zone de revitalisation commerciale du centre-ville, l'équipe du programme de nettoyage est payée pour effectuer des tâches de revitalisation dans la communauté, comme le déblaiement des trottoirs, l'effacement de graffitis, le ramassage de seringues et l'aide au nettoyage des déchets biodangereux et des campements. Au-delà des activités et des salaires, le programme met les participants en relation avec des services d'aide au logement, des services sociaux et des occasions de développement personnel, pour les aider à gagner en confiance, à perfectionner leurs compétences professionnelles et à favoriser la stabilité à long terme.

Pour en savoir plus, consultez la page Web de la zone de revitalisation commerciale.

DOWNTOWN LETHBRIDGE

2 Programmes d'aide aux employés

Les employés d'une ville peuvent connaître des difficultés professionnelles ou personnelles qui touchent leur santé mentale et leur bien-être, qu'ils occupent des postes de première ligne (incendie, services policiers, santé publique ou transport) ou des postes d'administration et de gestion.

Description

Les programmes d'aide aux employés (PAE) sont des avantages sociaux au travail qui fournissent du soutien gratuit, anonyme et rapide relatif à la santé mentale, à l'usage de substances et à la vie en général, comme l'équilibre travail-famille, le deuil, les conflits et les relations interpersonnelles. De nombreux programmes sont offerts 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et offrent même du soutien en cas de crise. Certains programmes couvrent même les membres de la famille admissibles.

Avantages

- Favorisent le bien-être et la résilience des employés municipaux.
- Encouragent l'intervention rapide en cas de stress, de traumatisme ou d'usage de substances.
- Témoignent d'une culture organisationnelle bienveillante et proactive.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- S'inspirer d'exemples pertinents, comme la Chambre de commerce de Charlottetown.
- Voir ces avantages comme la base en milieu de travail, particulièrement pour le personnel de première ligne.

Que peuvent faire les municipalités?

La plupart des grandes municipalités offrent déjà un PAE, et les petites organisations peuvent y avoir accès en passant par la Chambre de commerce locale et en souscrivant à un régime d'assurance collective. Les dirigeants municipaux peuvent également encourager les employeurs locaux à adopter ce type d'aide.

INTERVENTION EN ACTION :

Municipal Wellness Program [Programme de bien-être municipal] (Nouvelle-Écosse)

De nombreuses municipalités au Canada offrent un PAE pour favoriser le bien-être de leurs employés. En Nouvelle-Écosse, le Programme de bien-être municipal offre ces services aux employés municipaux et aux représentants élus de la province : soutien confidentiel en santé mentale et soutien financier, juridique et personnel.

Le programme a été instauré en 2014 dans le cadre d'un partenariat entre l'Association des administrateurs municipaux de la Nouvelle-Écosse et la Fédération des municipalités de la Nouvelle-Écosse. Au total, 49 municipalités y prennent part.

Pour en savoir plus, consultez la page Web du Programme de bien-être municipal.

MUNICIPAL WELLNESS PROGRAM

3 Politiques sur l'usage de substances en milieu de travail

Tout employeur a besoin d'un plan de gestion de l'usage de substances au travail pour garantir la sécurité, appuyer son personnel et améliorer le moral.

Description

Les politiques sur l'usage de substances en milieu de travail les plus efficaces sont également les plus complètes. Elles prévoient des plans éducatifs, des lignes directrices et des processus clairs, de soutien non punitif, et d'accommodements au besoin.

Avantages

- Améliorent la sécurité et la cohérence au sein de l'administration municipale.
- Réduisent la stigmatisation et encouragent l'obtention rapide d'aide.
- Créent une culture de compassion et de responsabilisation.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Rassembler les bonnes personnes afin d'élaborer les politiques et envisager de recourir à de la formation externe comme celle offerte par le CCDUS. Les équipes devraient être composées d'un représentant du personnel (p. ex. gestionnaire ou cadre supérieur ayant une autorité en matière de politiques), d'un employé, d'un membre du personnel ayant un savoir expérientiel de l'usage de substances, d'un avocat spécialisé en droit du travail, d'un spécialiste des ressources humaines, d'un professionnel de la santé et de la sécurité au travail qualifié en usage de substances et d'un représentant syndical, lorsque c'est possible.
- Le cas échéant, faire appel à une organisation externe (comme le CCDUS ou CAPSA) pour former les représentants de l'employeur sur les politiques sur l'usage de substances ainsi que sur les meilleures pratiques.
- La sensibilisation et la formation en prévention sont essentielles dans des milieux de travail où la culture peut implicitement promouvoir ou banaliser l'usage de substances.

Que peuvent faire les municipalités?

Les dirigeants municipaux peuvent donner l'exemple en mettant en place ces politiques pour leurs propres employés et en modelant des approches inclusives axées sur la santé pour les autres organismes communautaires.

INTERVENTION EN ACTION :

Politique sur l'usage de substances, l'affaiblissement des facultés et l'aptitude au travail, Ville de Kamloops (Colombie-Britannique)

En juillet 2022, la Ville de Kamloops a adopté une politique sur l'usage de substances, l'affaiblissement des facultés et l'aptitude au travail – une approche globale qui établit clairement les attentes au travail, tout en favorisant la sécurité, l'inclusion et le soutien. Élaborée en réponse à la crise des opioïdes et de l'usage de substances de plus en plus urgente, la politique définit la gestion de l'affaiblissement des facultés par la ville, soutient les employés et veille à ce que ces derniers soient aptes à accomplir leurs tâches.

La politique comprend notamment les éléments suivants :

- Tolérance zéro pour le travail avec facultés affaiblies, que ce soit par l'alcool, le cannabis, des médicaments sur ordonnance ou d'autres substances.
- Définition claire des « facultés affaiblies » et des attentes quant à l'aptitude à travailler.
- Processus d'auto-divulgation volontaire afin que les employés cherchent de l'aide sans pénalité.
- Orientation des employés vers le programme d'aide aux employés et aux familles pour du soutien en santé mentale et en usage de substances.
- Formation des superviseurs et des gestionnaires sur la détection des signes d'affaiblissement des facultés et sur la réaction appropriée.
- Accommodements pour les employés qui se rétablissent d'un trouble lié à l'usage de substances, conformément aux lois sur les droits de la personne.

Cette politique se démarque par son approche exhaustive axée sur la santé, que l'on voit plus souvent dans les grandes villes. Elle tient compte des réalités de l'usage médical et récréatif de cannabis, trouve l'équilibre entre la sécurité, la réhabilitation et le soutien, et montre comment une municipalité de taille moyenne peut adopter une pratique claire, empathique et objective.

Plans d’action municipaux en matière de logement

Il est impossible de régler la crise des drogues toxiques sans combattre la précarité domiciliaire.

Description

Les plans d’action municipaux en matière de logement tracent la voie et protègent les logements qui répondent aux besoins de toute la population, comme des logements transitionnels de soutien, des loyers indexés sur le revenu et des loyers du marché.

Avantages

- Alignent l’action municipale sur les besoins en logement de la communauté.
- Favorisent les possibilités de financement et de partenariat.
- S’attaquent à l’une des causes profondes de l’instabilité associée à l’usage de substances.

Considérations pour la mise en pratique

Les municipalités sont responsables de l’élaboration de plans d’action municipaux en matière de logement, et collaborent souvent avec le gouvernement provincial ou territorial à ce sujet.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités peuvent se servir des plans pour obtenir du financement d’autres ordres de gouvernement et attirer des partenaires à but non lucratif ou du secteur privé, et orienter l’utilisation stratégique du territoire de la ville. Elles envoient aussi le message que le logement est au sommet des priorités locales et intégré au programme général de santé et de sécurité.

INTERVENTION EN ACTION :

Plan d'action pour le logement de la Ville de Timmins (Ontario)

Piloté par la Ville de Timmins, le *Plan d'action pour le logement* a été mis en place en collaboration avec la Corporation du développement économique de Timmins, le conseil d'administration des services sociaux du district de Cochrane et des partenaires provinciaux et fédéraux. Le plan décrit comment la ville entend résoudre ses problèmes de logement (faible taux d'inoccupation, hausse des coûts, croissance démographique, etc.).

Le plan s'articule autour de trois piliers :

- Aménagement des lotissements – débloquer des terrains résidentiels pour permettre la construction
- Remplissage et restauration – encourager la construction de logements dans les quartiers existants
- Logements spécialisés – p. ex. maisons modulaires, logements abordables

Se trouvent aussi dans le plan des outils comme des règlements de zonage à jour, des processus simplifiés de délivrance des permis, des études sur l'utilisation des terres et des incitatifs, dont un *Plan d'amélioration communautaire du logement*.

Pour en savoir plus, consultez le plan sur le site Web de la Ville de Timmins.

TIMMINS
I'M IN. | J'Y TIENS. | ∇dU

Logement : la pièce manquante au rétablissement de l'usage de substances

Les membres du Forum de leadership municipal n'ont cessé de souligner le rôle central du logement dans la crise des drogues toxiques. En l'absence d'endroit stable où vivre, la plupart des interventions – réduction des méfaits, traitement ou application de la loi – sont beaucoup moins efficaces. Le continuum d'options de logement, des refuges d'urgence aux logements transitionnels de soutien de deuxième stade, n'est pas un luxe; c'est plutôt le fondement de la prévention, du rétablissement et de la dignité.

Un petit groupe de membres du Forum s'est penché sur la question le temps d'un après-midi.

Deux personnes représentant la Ville de Duncan ont présenté « le village », un nouveau modèle de logement mis à l'essai dans leur collectivité. Née durant la pandémie de COVID-19, cette initiative de maisonnettes à bas seuil constitue une option de rechange sécuritaire et digne aux campements, appuyée par des partenaires communautaires en santé, des services policiers et des pairs. Ce n'est pas seulement un refuge, c'est un environnement axé sur le rétablissement où les résidents ont droit à un TAO, à une communauté et à des possibilités de renforcement des habiletés fondamentales.

Le village accueille 34 personnes auparavant en situation d'itinérance et a aidé au moins neuf personnes dans leur transition vers le marché du logement, le traitement avec hébergement ou le logement de soutien conventionnel. Les clients disposent de leur propre unité pour dormir, mais le reste est commun.

Le modèle est maintenant financé par BC Housing et exploité par la Lookout Housing and Health Society [Société de logement et de santé Lookout]. Pour en savoir plus, consultez le site Web de la province de la Colombie-Britannique.

Les municipalités peuvent prendre des mesures concrètes pour reproduire ce type d'approche :

- Amender le zonage pour permettre la création de logements modulaires temporaires et à bas seuil.
- Utiliser les terrains de la ville pour y établir des sites de logement et encourager les municipalités environnantes à faire de même.
- Créer des incitatifs publics et privés pour des initiatives communautaires sur des terrains sous-utilisés ou privés.
- Conclure des ententes avec les quartiers et concevoir des stratégies communes (comme une initiative de nettoyage ou des rencontres fréquentes en communauté) afin de renforcer l'appui et de répondre aux questions de la population.

Les participants ont souligné le fait que le logement et les soins de santé devraient être indissociables. Le logement permet de tisser des liens et de rompre l'isolement, mais met aussi le rétablissement à portée de main. Si on règle les problèmes d'itinérance visible et d'usage de substances dans la rue en offrant des options de logement humaines, les changements systémiques nécessaires passeront mieux.

Plusieurs stratégies sont ressorties des discussions :

- Demander des investissements et des fonds de fonctionnement aux gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral, considérant qu'on recommande au moins 40 unités pour l'efficacité des coûts.
- Revendiquer plus de flexibilité dans les modèles provinciaux et territoriaux de financement du logement, qui ne tiennent souvent pas compte des options provisoires ou à bas seuil.
- Réclamer des stratégies de campement conformes à la Charte, en veillant à ce que les municipalités aient d'autres options avant de démanteler des campements.
- Intégrer le logement aux plans de bien-être régionaux, mais aussi aux collaborations entre les premiers répondants, les partenaires autochtones, la santé publique et les organisations communautaires.

Cette conversation a confirmé que le logement n'est pas un complément, mais plutôt la base d'une intervention municipale efficace contre la crise des drogues toxiques. Sans considération pour le logement, les municipalités se retrouvent à devoir gérer les symptômes visibles plutôt que les causes profondes.

DOMAINE D'ACTION 6
APPLICATION DE LA LOI ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Les troubles d'usage de substances ont façonné la perception et l'approche des collectivités quant à la santé publique. De nos jours, la sécurité ne se limite plus à une simple question d'application de la loi : elle demande attention, conception et coordination. Les dirigeants municipaux doivent collaborer avec les services policiers, les prestataires de soins de santé et les organisations communautaires pour réduire les méfaits, mais aussi veiller à la sécurité de la population.

Les approches suivantes, modernes et équilibrées, combinent la prévention, l'intervention et l'application de la loi d'une manière qui tient compte des répercussions de l'usage de substances sur la santé publique.

INTERVENTIONS

Le domaine Application de la loi et sécurité publique compte douze interventions :

Intervention	Public cible	Résultat
Interventions essentielles		
1. Dépistage obligatoire de l'alcoolémie	Personnes ayant l'âge légal pour conduire	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
2. Contrôles routiers	Personnes ayant l'âge légal pour conduire	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
3. Prévention du crime par l'aménagement du milieu	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
4. Services de police communautaires	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
5. Équipes de maintien de l'ordre coordonnées – Opérations policières conjointes	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
6. Plans municipaux de sécurité et de bien-être dans les collectivités	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
7. Règlements municipaux	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
8. Stratégies municipales en réaction aux campements	Personnes vivant dans des campements, qu'elles consomment ou non de la drogue	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
Interventions additionnelles		
9. Sanctions administratives	Personnes qui conduisent après avoir consommé de l'alcool ou d'autres substances	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
10. Programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances	Personnes à risque élevé de se livrer à des actes criminels	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances
11. Stratégies communautaires de lutte contre la drogue	Personnes de tous âges	Réduction de la criminalité liée à l'usage de substances

1 Dépistage obligatoire de l'alcoolémie

Le dépistage obligatoire de l'alcoolémie est efficace pour réduire les accidents liés aux facultés affaiblies par l'alcool.

Description

Le dépistage obligatoire de l'alcoolémie est une approche proactive très utilisée par les forces de l'ordre pour décourager la conduite avec facultés affaiblies, qui donne de bons résultats lorsqu'elle est mise en pratique de manière aléatoire, mais constante. Elle s'applique aux véhicules motorisés, comme les voitures, les camions, les motocyclettes, les avions, les trains, les bateaux, les véhicules tout-terrain et les motoneiges, donc sur les routes, les voies aériennes, les cours d'eau, les chemins de fer et les sentiers récréatifs. Le dépistage est essentiel pour bâtir une culture de sécurité publique.

Avantages

- Réduit le nombre de collisions et de morts attribuables à l'alcool.
- Fait la promotion d'une conduite sécuritaire et augmente le risque perçu et réel de détection.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention

- Garantir une bonne supervision afin que le dépistage s'applique de manière équitable sans bafouer les droits.
- Adopter des mesures de protection pour éviter la mauvaise utilisation, le profilage racial ou la perte de confiance. L'appui de la haute direction est essentiel pour que le dépistage ait un effet dissuasif.
- Emprunter des méthodes et des modèles de collecte de données des plus grandes villes pour renforcer la mise en œuvre.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités n'ont pas le pouvoir d'appliquer le dépistage obligatoire de l'alcoolémie, mais les dirigeants municipaux peuvent tout de même s'informer de son fonctionnement et de son rôle comme outil de réduction des méfaits et d'application de la loi.

INTERVENTION EN ACTION :

Dépistage obligatoire de l'alcoolémie, comté de Strathcona (Alberta)

Dans le comté de Strathcona, en Alberta, les conducteurs interceptés pour une infraction au Code de la route doivent fournir un échantillon d'haleine qui servira à évaluer leur état. Comme ailleurs dans la province, le dépistage obligatoire sert de mesure préventive durant tout contrôle routier. Si un conducteur refuse de fournir un échantillon ou montre un taux d'alcoolémie dépassant la limite permise, des sanctions sont immédiatement appliquées. Il pourrait également faire face à des accusations criminelles pour son refus ou son taux d'alcoolémie excessif.

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez le site Web du comté.

STRATHCONA COUNTY

2 Contrôles routiers

Les contrôles routiers préviennent la conduite avec facultés affaiblies et sensibilisent la population aux risques et aux dangers associés.

Description

Les services policiers peuvent établir des barrages routiers à des heures et à des endroits donnés pour soumettre les conducteurs à des dépistages d'alcool ou de drogue. Lorsqu'utilisés de manière constante et transparente, ces contrôles routiers constituent un élément visible de dissuasion et démontrent l'absence de tolérance pour la conduite avec facultés affaiblies.

Avantages

- Préviennent la conduite avec facultés affaiblies par une application visible de la loi.
- Réduisent le taux de blessure et de décès sur la route.
- Envoient un message clair pour la sécurité publique et incitent à la responsabilisation.

Considérations pour la mise en pratique

Les contrôles routiers sont déjà utilisés dans plusieurs régions. Ils sont plus efficaces lorsqu'ils sont jumelés à une sensibilisation du public, à une forte confiance de la communauté et à des sanctions administratives qui préviennent le récidivisme.

Ils servent également de signal dissuasif visible et montrent au public que les services policiers prennent des mesures pour favoriser la sécurité routière.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Sensibiliser le public à la tolérance zéro auprès des jeunes et des nouveaux conducteurs pour prévenir davantage la conduite avec facultés affaiblies chez cette population.
- Offrir des programmes de raccompagnement sécuritaire, comme des réseaux de conducteurs bénévoles ou des initiatives subventionnées de covoiturage, pour prévenir la conduite avec facultés affaiblies. Les municipalités peuvent également faire appel à des organisations comme arrive alive DRIVE SOBER [arrive en vie, CONDUIS SOBRE].

Que peuvent faire les municipalités?

Comme pour les sanctions administratives, les municipalités n'ont pas la compétence pour instaurer des contrôles routiers. Toutefois, les dirigeants municipaux peuvent informer les forces de l'ordre des événements locaux, comme les festivals de musique ou les grands événements sportifs, qui pourraient mener à la conduite avec facultés affaiblies, et demander la mise en place de barrages coïncidant avec ces événements.

INTERVENTION EN ACTION :

Campagne Counter Attack [Contre-attaque], Ville de Vernon (Colombie-Britannique)

Chaque mois de décembre, la Ville de Vernon lance une campagne mensuelle de contre-attaque dans le cadre du Mois national de répression de la conduite avec facultés affaiblies. Durant cette période, la GRC de Vernon-Okanagan-Nord et la Patrouille routière de la Colombie-Britannique de la communauté de Falkland redoublent d'efforts pour réduire la conduite avec facultés affaiblies sur les routes du nord de l'Okanagan. Cette campagne comprend la mise en place d'un nombre accru de contrôles routiers, le dépistage obligatoire de l'alcoolémie, des épreuves de coordination de mouvements et le recours à des experts en reconnaissance de drogues pour repérer les conducteurs fautifs.

Pour en savoir plus, consultez le site Web de la GRC.

Royal Canadian Mounted Police / Gendarmerie royale du Canada

3 Prévention du crime par l'aménagement du milieu

La prévention du crime par l'aménagement du milieu mise sur l'environnement bâti pour renforcer la sécurité, la confiance et les liens sociaux.

Description

La prévention du crime par l'aménagement du milieu (PCAM) est une approche proactive de sécurité communautaire, qui se sert d'éléments physiques pour réduire la criminalité et les comportements indésirables, tout en encourageant les interactions sociales positives.

Avantages

- Réduit la criminalité et les comportements dangereux en public par l'aménagement du milieu.
- Favorise le sentiment de confiance et de sécurité du public.
- Est facile à mettre en place grâce aux outils et processus municipaux existants.
- Est adaptable aux pratiques municipales de planification, de conception et d'entretien, et peu coûteuse.

Considérations pour la mise en pratique

Plusieurs stratégies supplémentaires sont possibles : les clôtures autour des escaliers et des ruelles ainsi que l'établissement de stationnements publics comme zones sécuritaires pour la vente ou l'achat de biens de seconde main (p. ex. les transactions sur Kijiji ou Facebook Marketplace).

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Utiliser les données des points chauds des services policiers pour orienter la PCAM. Les policiers peuvent effectuer des vérifications environnementales, fournir du contexte et repérer les zones prioritaires.
- Concevoir des interventions qui ne font pas que déplacer le crime, mais qui tentent également d'aider les gens qui s'y adonnent.

Que peuvent faire les municipalités?

Les stratégies telles que l'amélioration de l'éclairage, le dégagement visuel, la gestion des déchets et la surveillance naturelle rendent les espaces publics plus sécuritaires et accueillants. Les bâtiments et terrains municipaux constituent de bons points de départ.

INTERVENTION EN ACTION : CPTED Canada [PCAM Canada]

CPTED Canada [PCAM Canada] est un réseau national qui fait la promotion des principes PCAM afin d'accroître la sécurité et le bien-être d'une collectivité. Il se compose notamment de concepteurs, de planificateurs, de policiers, de professionnels de la sécurité, d'universitaires, de représentants élus et de résidents qui encouragent la prévention du crime ou y contribuent.

Le réseau fournit des ressources telles que du matériel éducatif, des blogues, de la formation pratique, des conférences et des réunions de zone, qui couvrent toute une gamme de sujets en lien avec la PCAM.

Pour en savoir plus, consultez le site Web de CPTED Canada.

CPTED CANADA
CRIME PREVENTION THROUGH ENVIRONMENTAL DESIGN

4 Services de police communautaires

Les services de police communautaires renforcent la sécurité publique en nouant des liens avec la population.

Description

Les services de police communautaires s'inscrivent dans une approche basée sur les liens sociaux, selon laquelle les policiers travaillent avec la population pour répondre aux enjeux de sécurité et bâtir une relation de confiance. Les policiers deviennent des membres visibles et accessibles du quartier, et non seulement des applicateurs de la loi. Cette approche encourage l'empathie et la résolution de problèmes rapide, et aide la population, particulièrement les jeunes, à voir les policiers comme une source de soutien.

Ces services s'avèrent surtout utiles dans les petites collectivités, où les ressources sont limitées et les relations essentielles à la sécurité.

Avantages

- Favorisent une relation de confiance entre les services policiers et les résidents.
- Préviennent le crime par la mobilisation rapide et proactive.
- Renforcent la sécurité de la collectivité, particulièrement lorsque les ressources sont limitées.

Considérations pour la mise en pratique

Pour renforcer cette pratique, il faudrait nommer un policier dévoué à la sensibilisation, au tissage de liens et aux boucles de rétroaction fréquentes. Cette personne peut s'intégrer aux centres communautaires et faire le pont entre les services policiers et les résidents.

Que peuvent faire les municipalités?

La plupart des municipalités utilisent déjà l'approche des services de police communautaires. Les dirigeants municipaux peuvent montrer leur appui en s'informant sur les avantages du modèle et en diffusant ces connaissances.

INTERVENTION EN ACTION :

Comités consultatifs auprès de la communauté de la GRC (Alberta)

La rétroaction structurée de la communauté et l'engagement communautaire rendent les services policiers plus réactifs, transparents et efficaces. En Alberta, les comités consultatifs auprès de la communauté de la GRC réunissent des résidents, des dirigeants locaux et des policiers pour détecter les problèmes de sécurité locaux, établir les priorités et trouver des solutions adaptées.

Les approches varient selon les besoins du quartier : patrouille à pied, stations communautaires ou toute autre stratégie qui favorise le contact entre la police et la population. De nombreuses municipalités de la province, comme Didsbury, Grande Prairie, Lacombe, le comté de Mountain View, Olds, la municipalité régionale de Wood Buffalo, Spruce Grove et Taber, ont adopté des approches de police communautaire appuyées par leurs comités.

Dans les régions rurales, des initiatives similaires, telles que le programme Olds Rural Crime Watch [surveillance en milieu rural d'Olds], mobilisent des bénévoles locaux qui, eux, travaillent directement avec les policiers, signalent les activités suspectes et font la promotion d'initiatives de prévention du crime.

Pour en savoir plus sur les comités consultatifs auprès de la communauté de l'Alberta, consultez le site Web d'ABmunis.

5 Équipes de maintien de l'ordre coordonnées – Opérations policières conjointes

Les opérations policières conjointes renforcent la sécurité publique par la coordination des efforts de maintien de l'ordre dans les organismes, provinces et territoires.

Description

Les opérations policières conjointes (OPC) réunissent des policiers, des pompiers, des ambulanciers et d'autres répondants afin de régler les problèmes de crime organisé et de trafic de drogues. Ces équipes concentrent leurs efforts sur la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, plutôt que sur la criminalisation des personnes qui consomment des substances; l'application de la loi est ainsi plus stratégique et efficace.

Avantages

- Perturbent les réseaux de distribution de drogues et le crime organisé.
- Mettent l'accent sur les fournisseurs, et non sur les personnes qui consomment.
- Maximisent leur influence par la coordination des renseignements et des opérations dans tous les services.

Considérations pour la mise en pratique

Cette approche, qui nécessite beaucoup de ressources, aide les plus grandes villes à optimiser leurs capacités d'application de la loi. Les petites municipalités, quant à elles, pourraient devoir nouer des partenariats régionaux ou demander de l'aide du gouvernement provincial ou fédéral pour y parvenir.

Les petites villes peuvent s'allier à de grands services (Police provinciale de l'Ontario, GRC, Service de police de Toronto, etc.) et leur fournir un policier pour l'opération conjointe. Les villes reçoivent en échange :

- du financement pour le salaire du policier;
- une application de la loi prioritaire au sein de la communauté;
- un accès à des méthodes d'enquête sophistiquées;
- de l'expérience avec la collecte de renseignements, l'interrogation d'informateurs, l'application conjointe et la planification des opérations.

Les petites municipalités peuvent également avoir recours à des services externes d'analyse de données pour venir soutenir leurs capacités internes.

INTERVENTION EN ACTION :

Groupes intégrés régionaux de renseignements (Nouveau-Brunswick)

Les Groupes intégrés régionaux de renseignements (GIRR) sont une initiative de services de police axés sur le renseignement réunissant les organismes d'application de la loi du Nouveau-Brunswick pour échanger de l'information et coordonner les réponses au crime organisé. Les GIRR travaillent à repérer les réseaux criminels, à leur nuire, à les démanteler et à empêcher la formation de groupes pouvant causer des torts aux collectivités.

Mis en place en 2010, les GIRR sont situés dans cinq domaines de compétence policière, soit Fredericton, Moncton, Saint John, St-Léonard et Bathurst. L'initiative a renforcé les capacités collectives des organismes participants, amélioré la production de renseignements et s'est avérée une option efficace pour la lutte contre le crime organisé.

Quelques avantages que procure l'initiative : amélioration de la santé publique, capacité accrue d'intervenir auprès des groupes qui causent le plus de torts, réaction plus rapide au moment de cibler et de perturber, processus de sélection ciblé et axé sur le renseignement, responsabilisation accrue des cadres supérieurs des services policiers, culture d'échange d'information et augmentation des ressources humaines affectées aux cibles du crime organisé.

Pour en savoir plus sur les GIRR, consultez le site Web de Sécurité publique Canada.

Government of Canada / Gouvernement du Canada
Canada

Plans municipaux de sécurité et de bien-être dans les collectivités

Les plans municipaux de sécurité et de bien-être dans les collectivités établissent une vision commune sur laquelle se baser pour améliorer la sécurité et le bien-être des résidents, qui pourront ainsi accéder aux ressources d'aide dont ils ont besoin pour atteindre leur plein potentiel en matière de santé et de bien-être.

Description

Les plans de sécurité et de bien-être dans les collectivités (SBEC) sont des stratégies intersectorielles fondées sur des données probantes et conçues pour repérer et écarter les risques locaux à la santé, à la sécurité et au bien-être. Dans certaines provinces, les municipalités sont tenues par la loi d'en élaborer. Dans de nombreuses collectivités, ces plans sont au cœur des stratégies de lutte contre la drogue.

Avantages

- Consolident la collaboration entre les secteurs municipal, médical, judiciaire et social.
- Permettent d'établir des priorités locales claires et de coordonner l'action.
- Permettent d'obtenir du financement, d'orienter la planification et de partager la responsabilisation.

Considérations pour la mise en pratique

Ces plans obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'ils sont élaborés de manière collaborative, mis à jour fréquemment et fondés sur des données locales et le savoir expérientiel.

Des municipalités ontariennes ont instauré des plans complets de SBEC, qui servent de modèles pratiques pour les autres qui désirent faire de même.

Que peuvent faire les municipalités?

Il est important de définir les responsabilités au sein de votre municipalité en cas d'incidents critiques (p. ex. une intoxication par la drogue ou une intensification du crime), mais aussi de conclure des ententes d'échange de l'information, d'établir des protocoles et de collaborer constamment.

INTERVENTION EN ACTION :

Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités, comtés unis de Leeds et Grenville et Ville de Prescott (Ontario)

En vertu de la *Loi sur les services policiers* de l'Ontario, chaque municipalité doit avoir un plan de SBEC. Celui des comtés unis de Leeds et Grenville et de la Ville de Prescott a été pensé pour améliorer la sécurité et le bien-être de la collectivité, en limitant les facteurs de risque avant l'apparition d'une crise. Le plan adopte une approche proactive et intégrée qui délaisse l'intervention en cas d'urgence au profit de la prévention en amont, du développement communautaire et de la collaboration intersectorielle.

Il a été rédigé par un comité consultatif spécial composé de représentants de la municipalité, des services de police (Police provinciale de l'Ontario et service de police de Brockville et de Gananoque), des professionnels des services sociaux, des prestataires de soins de santé (y compris ceux du service de santé publique du district de Leeds, Grenville et Lanark), des professionnels de l'éducation, des partenaires autochtones locaux et des organisations communautaires. Le plan cerne les priorités locales et les objectifs stratégiques, puis présente un cadre de mise en pratique avec des mesures à court, moyen et long terme.

Le plan complet se trouve sur le site Web de la Ville de Prescott.

7 Stratégies municipales en réaction aux campements

Les campements sur les terrains publics témoignent de graves problèmes d'insécurité domiciliaire, de pauvreté et de santé. Une intervention humaine et coordonnée mise sur la sécurité, la dignité et la mise en relation avec les services.

Description

Une stratégie municipale en réaction aux campements décrit la gestion des campements et le soutien qu'une ville apporte aux gens qui y vivent. Pour qu'elle soit efficace, elle doit aborder les risques d'incendie, l'hygiène et les besoins de base, le tout dans un climat de confiance et en mettant les gens en relation avec des formes d'aide en matière de logement, de soins de santé et de services sociaux.

Avantages

- Appuient les droits, la santé et la sécurité des personnes en situation d'itinérance.
- Réduisent les risques et les perturbations dans les espaces publics grâce à une action coordonnée.
- Donnent de meilleurs résultats lorsque jumelées à un accès au logement et à des services et du soutien à long terme.

Considérations pour la mise en pratique

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Mettre sur pied une équipe municipale d'intervention dans les campements composée d'autorités locales en matière de logement, de policiers municipaux, d'agents d'application des règlements municipaux, de policiers communautaires et de prestataires de services communautaires (p. ex. personnel de refuge, équipes de sensibilisation et unités de santé publique). Ainsi, les gens qui vivent dans les campements peuvent rapidement être mis en relation avec des services et du soutien essentiels.
- Donner du soutien, notamment en santé mentale, aux personnes touchées par le démantèlement d'un campement.

Que peuvent faire les municipalités?

Les municipalités mènent souvent ces activités en collaboration avec des équipes de sensibilisation, des fournisseurs de logements et des représentants de la santé publique.

INTERVENTION EN ACTION :

Stratégie de campement de la région de Durham (Ontario)

Lancée au début de 2025, la stratégie de campement de la région de Durham était dirigée par la municipalité régionale de Durham et élaborée avec les municipalités locales, le service de police de la région de Durham, les services de santé et de services sociaux, ainsi que des organisations communautaires. La stratégie s'inspirait de consultations avec des personnes ayant un savoir expérientiel et de pratiques exemplaires d'autres villes en Ontario, comme Waterloo, Kingston, Hamilton et Toronto.

L'objectif est d'orienter une intervention coordonnée auprès des campements de la région de Durham dans une optique de respect des droits de la personne. La stratégie décrit les mesures possibles pour la région et ses partenaires en fonction de l'état des campements, sans nuire à la dignité des personnes qui y vivent. Elle décrit également une transition vers des solutions à long terme, comme des logements adéquats, abordables et supervisés.

La stratégie complète se trouve sur le site Web de la région de Durham.

8 Règlements municipaux

Les règlements municipaux peuvent influer sur le contexte de l'usage de substances : ils peuvent réglementer l'intoxication en public, la vente de cannabis, l'utilisation de tabac et la consommation de substances dans les espaces publics.

Description

Les règlements municipaux sont des lois ou des règlements locaux adoptés ou appliqués par une municipalité. Ils ne peuvent contredire ou invalider une loi provinciale ou fédérale, mais ils peuvent la bonifier.

Avantages

- Donnent aux municipalités les outils pour influencer le contexte local de l'usage de substances.
- Assurent la réglementation des substances légales.
- Contribuent à la sécurité dans les parcs et autres espaces publics.

Considérations pour la mise en pratique

Des règlements minutieusement rédigés et appliqués permettent d'atteindre l'équilibre entre la santé publique, la sécurité et les normes communautaires.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Accompagner les règlements de messages clairs et d'une application juste et non discriminatoire.
- Adopter soigneusement des approches d'application pour éviter de causer des méfaits indésirables ou des iniquités.
- Former les agents d'application des règlements au sujet des approches sensibles aux traumatismes.

INTERVENTION EN ACTION :

Règlement sur les parcs et les espaces publics, Ville de Kelowna (Colombie-Britannique)

Le *Parks and Public Spaces Bylaw No. 10680 [Règlement sur les parcs et les espaces publics nº 10680]* de Kelowna définit clairement les règlements relatifs à la consommation d'alcool dans les parcs et les espaces publics. En précisant où et quand la consommation d'alcool est permise, ou en interdisant la consommation près de zones préoccupantes, il trouve le juste milieu entre plaisir, sécurité et ordre public. Il appuie également la gestion de nuisances potentielles et fait la promotion de comportements responsables dans les espaces publics et partagés.

Le texte du règlement se trouve sur le site Web de la Ville de Kelowna.

City of Kelowna

9 Sanctions administratives

Les sanctions administratives sont des outils conçus pour prévenir les infractions et encourager le respect des règlements et des lois.

Description

Les sanctions administratives sont des pénalités immédiates, comme des contraventions, la suspension du permis de conduire ou la saisie des véhicules. Par exemple, une personne qui conduit avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue peut se faire suspendre son permis, son véhicule peut être saisi ou elle peut recevoir une contravention, même sans accusation criminelle. Ces mesures empêchent les conducteurs dangereux de reprendre le volant et évitent le recours aux longs processus judiciaires.

Avantages

- Retirent rapidement les conducteurs avec facultés affaiblies de la route.
- Constituent une option plus rapide et efficace que les accusations criminelles.
- Nécessitent des mesures protégeant l'équité et réduisant les biais.

Considérations pour la mise en pratique

La prudence est de mise; les mesures doivent être appliquées équitablement, sans toucher de manière disproportionnée les populations vulnérables.

Éléments à considérer pour cette intervention :

- Utiliser des sanctions administratives relatives au taux d'alcoolémie (sous 80 mg/dL) comme outil d'avertissement.
- Éviter de recourir uniquement aux sanctions administratives en remplacement d'accusations criminelles.

Que peuvent faire les municipalités?

Même si l'application de la loi incombe aux gouvernements provinciaux et territoriaux, les municipalités peuvent la soutenir et appuyer les efforts de sensibilisation locaux.

INTERVENTION EN ACTION :
Sanctions immédiates sur la route (Alberta)

Le gouvernement de l'Alberta applique un ensemble de sanctions immédiates croissantes pour tous les incidents de conduite avec facultés affaiblies. Ces sanctions peuvent être jumelées à des accusations en vertu du *Code criminel* au besoin. Parmi les sanctions possibles, on retrouve la suspension du permis pendant 24 heures, des pénalités d'avertissement pour les conducteurs ayant un taux d'alcoolémie moyen et des pénalités d'échec pour les plus hauts taux d'alcoolémie ou le refus de se soumettre à un dépistage de l'alcool et de la drogue. Les pénalités s'aggravent lorsque les infractions se répètent.

Pour en savoir plus, consultez le site Web du gouvernement de l'Alberta.

10 Programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances

La prévention des méfaits est essentielle à la sécurité et à la santé d'une communauté.

Description

Les programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances rassemblent des résidents, des dirigeants communautaires et des partenaires intersectoriels afin de régler les causes profondes de méfaits comme la pauvreté, les traumatismes, le manque de possibilités et l'accès limité aux services et au soutien. En misant sur la prévention, la sensibilisation et la mobilisation, ces programmes tentent de bâtir un climat sécuritaire à partir de la base, particulièrement dans les régions touchées par des problèmes de sécurité publique visibles.

Avantages

- Encouragent la collaboration entre les résidents, les prestataires de services et les dirigeants locaux.
- S'attaquent en amont aux causes du crime, de l'usage de substances et de l'instabilité.
- Bâtissent des collectivités plus sécuritaires et connectées grâce à la prévention et à la mobilisation.

Considérations pour la mise en pratique

Les besoins en matière de programmes varient selon le contexte. Les collectivités ne montrent pas toutes le même niveau ou type de violence, mais dans certains cas, ces initiatives peuvent réussir à motiver l'action collective.

Les programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances permettent d'économiser et de sauver des vies. Ils peuvent être offerts aux familles, dans les écoles ou en milieu communautaire. Ils sont universels ou ciblés pour des groupes plus à risque. Cependant, les programmes ne sont pas tous égaux : bon nombre d'entre eux n'ont pas été étudiés ou validés, et certains engendrent des méfaits par inadvertance.

Le CCDUS s'engage à guider les municipalités dans le choix de programmes qui conviennent le mieux à leurs besoins et qui sont les plus susceptibles de produire des résultats. Nous étudierons les programmes pertinents et évaluerons les données et la science. Ces constats orienteront les futures versions de ce recueil. Entre-temps, les municipalités qui envisagent un modèle peuvent discuter de ses avantages et de ses risques avec l'équipe responsable de la prévention du CCDUS.

11 Stratégies communautaires de lutte contre la drogue

Les stratégies communautaires de lutte contre la drogue rassemblent la population et des partenaires dans une optique de renforcement de la santé, du bien-être et de la sécurité de tous et toutes.

Description

Les stratégies communautaires de lutte contre la drogue sont des cadres exhaustifs et intersectoriels qui orientent les efforts locaux de prévention, de réduction des méfaits, de traitement et d'application de la loi. Elles mobilisent des travailleurs des services de santé et sociaux, les forces de l'ordre, des personnes ayant un savoir expérientiel, ainsi que des partenaires communautaires dans le but d'harmoniser les objectifs, de coordonner l'action et de réagir aux comportements locaux d'usage de substances. Dans de nombreuses collectivités, ces stratégies jettent les bases d'une intervention municipale plus large pour lutter contre l'usage de substances.

Avantages

- Établissent une feuille de route et une vision communes pour la lutte contre l'usage de substances.
- Harmonisent les actions municipales avec les grandes priorités en matière de politiques et de financement.
- Nécessitent du leadership politique, des ressources dédiées et une mobilisation de la population.

Considérations pour la mise en pratique

En général, les municipalités dirigent ou codirigent l'élaboration et la mise en œuvre de telles stratégies : rassemblement d'intervenants, alignement avec les directives provinciales, territoriales et fédérales, et intégration des priorités en matière d'usage de substances dans tous les services.

INTERVENTION EN ACTION :

Stratégie communautaire de lutte contre la drogue, Ville du Grand Sudbury (Ontario)

La stratégie communautaire de lutte contre la drogue du Grand Sudbury est une initiative collaborative axée sur la réduction des méfaits attribuables à l'usage de substances. Elle préconise une approche coordonnée, inclusive et fondée sur des données probantes. Elle a été élaborée de façon à orienter le travail de plus de 30 partenaires communautaires du Grand Sudbury et des districts environnants.

La stratégie s'inscrit dans un partenariat dont font partie :

- le Service de santé publique de Sudbury et du district et le service de police du Grand Sudbury;
- des intervenants communautaires, comme des dirigeants municipaux, des policiers, des professionnels des soins de santé, des éducateurs, des organismes de services sociaux et des personnes ayant un savoir expérientiel.

Elle définit neuf priorités, accompagnées de mesures et d'indicateurs de progression.

La stratégie est disponible dans son entièreté sur le site Web de la Ville du Grand Sudbury.

Community Drug Strategy

ANNEXE : INTERVENTIONS PAR DOMAINE D'ACTION

(sans ordre spécial de priorité)

	Prévention et intervention précoce	Réduction des méfaits et services de proximité	Traitement et rétablissement	Soutien communautaire et culturel	Aide au logement et à l'emploi	Application de la loi et sécurité publique
INTERVENTIONS ESSENTIELLES	Programmes de prévention dans les écoles Services intégrés pour les jeunes Dépistage, intervention rapide et orientation vers des traitements Programmes de lutte contre le tabagisme et la nicotine Compétences intégrées pour le perfectionnement de la main-d'œuvre Traitement interdisciplinaire de la douleur Coalitions communautaires Campagnes d'éducation et de sensibilisation du public	Services de gestion de l'intoxication et centres de dégrisement Équipes de services mobiles et d'approche active Programmes d'échange ou de distribution de seringues Programmes de sensibilisation à la surdose Programmes de naloxone à emporter Alertes et bulletins sur la drogue Surveillance du contenu de la drogue	Programmes d'habiletés fondamentales Modèles de soins primaires et partagés Équipes de consultation en médecine de la dépendance Traitement par agonistes opioïdes Programmes de traitement à l'externe Programmes autochtones de guérison fondée sur la terre Programmes de soutien psychologique et comportemental Programmes de traitement avec hébergement Modèles de soins virtuels Programmes de prise en charge du sevrage	Programmes de réinsertion sociale Équipes de soutien multidisciplinaires et interdisciplinaires Programmes de compétences familiales Programmes d'entraide Programmes d'orientation des patients Programmes de soutien formel par les pairs Programmes d'activité physique Formation médicale continue pour le personnel municipal de première ligne Accès centralisé et coordonné Données administratives sur la santé des populations et des communautés Pratiques de réduction de la stigmatisation Soins sensibles aux traumatismes et à la violence	Services d'aide à l'emploi transitionnel à bas seuil Programmes d'aide aux employés Politiques sur l'usage de substances en milieu de travail Plans d'action municipaux en matière de logement	Dépistage obligatoire de l'alcoolémie Contrôles routiers Prévention du crime par l'aménagement du milieu Services de police communautaires Équipes de maintien de l'ordre coordonnées – Opérations policières conjointes Plans municipaux de sécurité et de bien-être dans les collectivités Stratégies municipales en réaction aux campements Règlements municipaux

	Prévention et intervention précoce	Réduction des méfaits et services de proximité	Traitement et rétablissement	Soutien communautaire et culturel	Aide au logement et à l'emploi	Application de la loi et sécurité publique
INTERVENTIONS ADDITIONNELLES	Approche globale de la santé en milieu scolaire Étiquettes de mise en garde sur les contenants d'alcool Conseils sur le verre standard	Programmes de consommation d'alcool contrôlée Programmes d'accès prescrit Sites de consommation supervisée	Cliniques d'accès rapide en dépendance			Sanctions administratives Programmes de prévention du crime, de la violence et de l'usage de substances Stratégies communautaires de lutte contre la drogue

Centre canadien sur
les dépendances et
l'usage de substances